



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe

de la décision de la Commission modifiant la décision de la Commission C(2018) 7745 du 19.11.2018 relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine (RCA)

Document d'action concernant le « programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité et à la gouvernance en République centrafricaine »

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	«Programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité et à la gouvernance en République centrafricaine» Numéro CRIS: CF/FED/040-365 Financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République centrafricaine (RCA) L'action sera menée à l'endroit suivant: Bangui et les zones identifiées prioritaires sur le territoire centrafricain	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la République centrafricaine	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	Objectif 16 (paix, justice) à titre principal. Objectifs 5 (genre), 10 (réduction des inégalités) et 17 (partenariat pour la réalisation des objectifs) à titre secondaire.	
5. Secteur d'intervention/ domaine thématique	Secteur de concentration 2: réforme du secteur de sécurité et gouvernance démocratique	Aide au développement: OUI ¹
6. Montants concernés	Coût total estimé: 47 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 47 000 000 EUR dont 29 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire, 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire, et 13 000 000 EUR au titre de l'approche projet	
7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Gestion directe - appui budgétaire: contrat d'appui aux performances des réformes sectorielles Gestion directe - passation de marchés Gestion indirecte avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) Gestion indirecte avec Bureau des Nations unies pour les services d'appui	

¹ L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

	aux projets (UNOPS) Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre			
8 a) Code(s) CAD	15110 – Politiques publiques et gestion administrative 15210 – Gestion et réforme des systèmes de sécurité 15130 – Développement des services légaux et judiciaires 51010 – Appui budgétaire			
b) Principal canal de distribution	12000 – Gouvernement du bénéficiaire 41000 – Agences des Nations unies 52000 – Consultants/sociétés de conseil 13000 – Gouvernement tiers			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes avec handicap	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Marqueur internes	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Digitalisation	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Programmes thématiques phares « Biens publics	Non applicable			

RESUME

Le programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité et à la gouvernance en République centrafricaine s'inscrit dans le cadre de la reconstruction démocratique de l'État et du processus de consolidation de la paix et de la cohésion sociale initiés depuis la crise de 2013. En dépit des efforts du gouvernement, et malgré la signature en février 2019 de l'accord politique de Paix et réconciliation (APPR), la République centrafricaine reste confrontée à une situation structurelle fragile et à une aggravation des menaces sécuritaires qui dépassent ses capacités de réponse.

Ce programme vise à accompagner le processus de paix et de relèvement en renforçant les actions menées dans le cadre du plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) et à les compléter en fonction des objectifs stratégiques définis dans le deuxième secteur prioritaire d'intervention du PIN 2014-2020. En particulier, l'objectif du programme est de contribuer à l'amélioration de la sécurité intérieure, de la justice et de l'état de droit en République centrafricaine, en vue de la consolidation de la démocratie et l'instauration d'une paix durable. L'intention du programme se décline en trois objectifs spécifiques:

1) reformer le système judiciaire, renforcer son indépendance, ses performances, son intégrité et son accessibilité, et garantir une justice fondée sur la protection des droits de l'Homme et la lutte contre l'impunité; 2) consolider le secteur de la sécurité intérieure, visant à améliorer la gouvernance du maintien de l'ordre et de la sécurité publique ainsi qu'à renforcer le professionnalisme, les capacités opérationnelles et de déploiement, ainsi que la légitimité de la police et de la gendarmerie nationales; et 3) sécuriser le patrimoine de l'état civil centrafricain et jeter les bases d'une réhabilitation du système national d'état civil dans une perspective d'accès aux droits individuels.

L'action du programme intègre par ailleurs, sous les objectifs spécifiques 1 et 2, des opérations d'appui budgétaire sectorielles qui fourniront une aide complémentaire directe à la mise en œuvre effective de la politique sectorielle de la justice et de la stratégie de redéploiement et de redimensionnement des forces de sécurité intérieure sur le territoire. Le programme contribuera aussi à une meilleure coordination interministérielle lors de l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de réformes et de la stratégie de redéploiement de l'État. Il appuiera l'institutionnalisation des mécanismes de suivi et d'évaluation élaborés d'une part par le programme et promus d'autre part par le RCPCA, s'assurant le soutien de la communauté internationale et de la société civile.

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte²

Le cadre politique de sortie de crise en République centrafricaine est défini dans l'accord de cessation de hostilités signé à Brazzaville le 23 juillet 2014 qui affirme le principe d'indivisibilité de la République et identifie le retour de l'autorité de l'État sur tout le territoire comme un pré requis à la stabilisation. Les recommandations du rapport du Forum de Bangui du 11 mai 2015 mettent notamment l'accent sur la détermination d'un cadre de

² Voir information complémentaire en annexe 1: évaluation de l'éligibilité de la politique publique.

déploiement à terme, dans les zones urbaines et rurales, d'effectifs sécuritaires inclusifs et professionnels, sur l'application d'une justice équitable pour tous les citoyens et sur le renforcement des prérogatives des collectivités décentralisées.

Les orientations de ces deux instruments sont opérationnalisées dans le plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) adopté en octobre 2016³, qui fournit le cadre de référence d'orientation politique et stratégique pour la période 2017-2021. Il fait l'objet d'un cadre d'engagement mutuel entre la République centrafricaine et la communauté internationale (CEM-RCA) pour effectuer le suivi des engagements pris et la mise en œuvre des actions menées en République centrafricaine sous la coordination de la MINUSCA. Il s'articule en trois piliers liant les questions de gouvernance sécuritaire, démocratique, administrative et économique.

La signature de l'Accord politique de paix et de réconciliation, négocié à Khartoum et signé à Bangui le 6 février 2019, introduit une nouvelle donne ouvrant la voie à une sortie durable de la crise. Le succès de l'Accord dépendra de son effective mise en œuvre et de la volonté des parties de respecter les engagements souscrits. L'Union européenne a contribué au processus à travers un appui au Gouvernement tout au long de la préparation du processus et continue à être engagée activement, aux côtés du Gouvernement, pour le succès du processus de paix.

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

Le cadre légal et institutionnel de la justice: la nouvelle constitution du 30 mars 2016 garantit la protection des droits de l'Homme et l'exercice des libertés fondamentales de toute personne, notamment des groupes vulnérables et des minorités. Elle a introduit un nombre important de nouvelles institutions indépendantes, encadrées par six lois organiques⁴, ainsi que le principe d'égalité entre hommes et femmes. La loi instituant la parité, promulguée le 24 novembre 2016, rencontre de fortes résistances et peine à s'appliquer, tant au sein du gouvernement que dans les professions de la justice où le taux de féminisation est très bas, notamment en raison du taux d'analphabétisme élevé chez les femmes et à leur faible niveau d'étude et de formation professionnelle⁵. Cette loi a néanmoins permis à la Cour Constitutionnelle d'imposer aux partis politiques un minimum de 35 % de femmes parmi leurs candidats en vue des législatives du 27 décembre 2020. Une unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) est opérationnelle à Bangui depuis le 14 juin 2017, mais n'a pas encore été déployée en dehors de la capitale. Une nouvelle politique sectorielle de la justice du ministère de la justice et des droits de l'Homme (MJDH), a été adoptée par le Conseil de ministres le 16 décembre 2019. D'ailleurs, la modernisation des textes nationaux est en cours: deux décrets du 16 février 2016 appliquant la loi pénitentiaire de 2012 sont venus fixer les règles d'organisation et le régime intérieur des établissements pénitentiaires. Une Stratégie nationale sur l'aide légale a été adoptée (2017-2022) par le MJDH en vue de l'adoption d'un projet de loi. Un programme national de réinsertion sociale des détenus a été élaboré en juin 2017 et la politique nationale de santé carcérale est en cours de développement. Le code de justice militaire (CJM) a été adopté et promulgué en mars 2017, constituant une avancée en matière de gouvernance des FDSI et de lutte contre l'impunité.

³ RCPCA adopté par l'Assemblée nationale le 26 octobre 2016, transposé dans un décret présidentiel (N° 16378) et approuvé par la communauté internationale en novembre 2016 avec une promesse d'appui de plus de 2 025 milliards USD (dont 409 000 000 EUR de l'UE) pour la période 2017-2019.

⁴ Lois du 15 et 23 février 2017 : Cour constitutionnelle, conseil national de la médiation, haute autorité chargé de la bonne gouvernance, haut conseil de la communication, conseil économique et social, Haute cour de justice (JO février 2017).

⁵ Voir annexe 3 sur les questions transversales.

Le cadre sectoriel de réforme des FSI, adossé au pilier 1 du RCPCA et conçu pour l'essentiel avec le concours de la MINUSCA, se compose de quatre documents sectoriels centrés sur le développement institutionnel, le renforcement des capacités et l'établissement des conditions nécessaires à la projection ultérieure des forces de police et de gendarmerie dans une perspective de recouvrement de l'intégrité territoriale. Le plan de renforcement des capacités et de développement des forces de sécurité intérieure 2016-2020, adopté en 2016, ambitionne de doter les autorités centrafricaines «d'un cadre de référence et d'orientation pour le renforcement des capacités et de développement des FSI» et est centré sur la révision de l'encadrement juridique, la modernisation de la gestion, la formation des ressources humaines, l'affermissement de l'éthique et de la discipline ainsi que la dotation de moyens logistiques et financiers. La stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité 2017-2021, validée le 10 mars 2017 par le président de la République, promeut une approche englobante de la réforme sécuritaire via un renforcement simultané des capacités de l'ensemble des acteurs étatiques ou non étatiques, dont les FSI, avec des points d'entrée globalement identiques à ceux retenus par le plan de renforcement. La stratégie nationale pour la restauration de l'autorité de l'État 2017-2020 (RESA), datée de septembre 2017 et adoptée en application du pilier 2 du RCPCA ainsi que de la «vision du gouvernement à l'horizon 2019», planifient la réintroduction à l'échelle nationale d'un maillage étatique combinant «un système de défense et de sécurité efficace avec une administration publique présente, dynamique, fournissant des services sociaux de base» selon des modalités corrélées à l'existant administratif et à la situation sécuritaire. Ce dispositif a été complété d'un plan global de redimensionnement et de redéploiement des forces de sécurité intérieure 2018-2023 (PGRR-FSI), signé le 20 mars 2018 par le ministre de l'intérieur en charge de la sécurité publique, qui planifie selon un séquençage en trois phases le déploiement des effectifs de sécurité intérieure sur l'ensemble du territoire, en corrélation avec les projections anticipées des Forces armées centrafricaines (FACA) et de la MINUSCA dans le cadre du mandat renforcé de cette dernière.

Le cadre légal et institutionnel de l'état civil: l'administration de l'état civil est actuellement régie par le code de la famille du 11 novembre 1997 (en cours de révision), le décret n°14.228 du 10 juillet 2014 portant gratuité des services d'établissement des actes de naissance des enfants nés en période de conflit, et par l'ordonnance n°88.005 de 1988 portant création des collectivités territoriales et des circonscriptions administratives. Le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation, et du développement local (MATDDL), compétent dans le domaine de l'état civil, a adopté un arrêté instituant une plateforme des partenaires de l'état civil de Centrafrique (PPECA). Celle-ci constitue un cadre de concertation, d'action et de mobilisation des ressources au profit de l'état civil, rassemblant des entités publiques et partenaires au développement⁶. Elle a pour attributions d'élaborer une nouvelle politique nationale en matière d'état civil; de concevoir et mettre en œuvre le programme national de l'état civil de Centrafrique; de mobiliser des ressources en faveur de l'état civil de Centrafrique et d'en faire le suivi et l'évaluation. Le MATDDL devait développer en 2018 une politique nationale en matière d'état civil, avec l'appui de l'UNFPA. L'UNECA a appuyé le MATDDL en 2017 pour l'élaboration d'un document cadre fixant les grandes orientations d'un projet de modernisation de l'état civil⁷. Les documents d'état civil

⁶ MATDDL, ministère de la santé, MJDH, ICASSES, Association des maires de Centrafrique – AMCA, UE, UA, BAD, BM, coopération française, UNICEF, UNFPA, PNUD.

⁷ Initiative Africa Program for Accelerated Improvement of Civil Registration and Vital Statistics (APAI-CRVS).

ne sont pas concernés par une initiative du ministère de l'intérieur, démarrée en 2018, en matière de sécurisation des documents administratifs⁸.

⁸

Ceci concerne les cartes d'identité dont la délivrance a été interrompue depuis 2013, les cartes de séjour, les visas, ainsi que les permis de conduire et les cartes grises.

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

Les finances publiques restent extrêmement tendues, et rendent nécessaire la mobilisation régulière d'importants appuis budgétaires extérieurs. La Banque mondiale a financé le développement d'un système informatique de gestion intégrée des rémunérations des agents et fonctionnaires de l'État (GIRAFE) venant s'aligner sur les nouveaux statuts de la fonction publique⁹. L'office national d'informatisation (ONI), qui dépend du ministère des finances, est responsable de la gestion et des virements de l'ensemble des salaires des fonctionnaires.

En matière de genre et de droits humains, la nouvelle constitution du 30 mars 2016 garantit la protection des droits de l'Homme et l'exercice des libertés fondamentales de toute personne, notamment des groupes vulnérables et minorités. Elle a introduit un nombre important de nouvelles institutions indépendantes, encadrées par six lois organiques¹⁰ ainsi que le principe d'égalité entre hommes et femmes.

Le deuxième secteur de priorité du programme indicatif national (PIN) 2014-2020 relatif à la réforme de la stratégie de sécurité et la gouvernance démocratique, s'aligne sur le premier axe stratégique du RCPCA. Son objectif général vise à restaurer l'état de droit en République centrafricaine en renforçant la performance des secteurs de la sécurité et de la justice et en améliorant la gouvernance démocratique et les processus électoraux (dont la réforme de l'état civil).

1.4 Analyse des parties prenantes

Les principaux partenaires et bénéficiaires de l'UE dans ce programme sont:

Pour le secteur justice

- les directions générales, sous-directions et services du ministère de la justice;
- les cours et tribunaux, magistrats et auxiliaires de justice (greffiers, secrétaires de parquet, huissiers, notaires, officiers de police judiciaire);
- les établissements pénitentiaires et leur personnel (régisseurs, greffiers, surveillants, assistants);
- l'école nationale de l'administration et de la magistrature (ENAM): placée sous la tutelle du ministère chargé du secrétariat général du gouvernement, elle accueille les diverses activités de formation organisées à l'attention des fonctionnaires et agents publics centrafricains, dont les cadres des administrations publiques, des collectivités territoriales, les magistrats, des greffiers des juridictions et du personnel pénitentiaire;
- les organes de contrôle veillant à assurer les principes de transparence et d'égalité au sein du secteur: le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), l'Inspection générale des services judiciaires (IGSJ), les chefs de juridictions et magistrats de parquet/d'instruction, la Haute autorité pour la bonne gouvernance, le Conseil de la médiation ainsi que la commission institution, démocratie, justice et affaires administratives de l'Assemblée nationale;
- les institutions de la justice transitionnelle: la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CNDHLF), la Cour pénale spéciale (CPS) et la future Commission vérité, justice, réconciliation et réparation (CVJRR);
- le barreau et les organisations de la société civile internationales et locales: qui facilitent l'accès à la justice par des activités de conseil juridique et d'assistance judiciaire aux victimes de violations des droits de l'Homme, de violences sexuelles et aux groupes les plus

⁹ Système fonctionnel depuis novembre 2017.

¹⁰ Lois du 15 et 23 février 2017 : Cour constitutionnelle, Conseil national de la médiation, Haute autorité chargée de la bonne gouvernance, Haut conseil de la communication, Conseil économique et social, Haute cour de justice (JO février 2017).

vulnérables et assurent des activités de sensibilisation et de conscientisation des citoyens à leurs droits.

Pour le secteur de la sécurité

- le ministère de l'intérieur chargé de la sécurité publique (MISP): l'inspection générale, les directions générales, directions et services;
- la gendarmerie nationale: direction générale, inspection, légion territoriale, légion mobile, école de la gendarmerie nationale, groupement de la gendarmerie territoriale/mobile, compagnie départementale/escadron de la gendarmerie mobile, brigade territoriale/peloton de gendarmerie mobile, groupement de sécurisation et d'intervention de la gendarmerie nationale, section des recherches et d'investigation, compagnie spécialisée, pelotons surveillance d'intervention de la gendarmerie, brigade de recherches et d'investigations;
- la police centrafricaine: la direction générale, l'inspection, la direction régionale de police, l'école nationale de police, les commissariats de police, postes de police, la compagnie nationale de sécurité, les commissariats spéciaux et postes spéciaux de police, l'office central de répression du grand banditisme, l'office central de lutte anti-drogue, l'unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR), les compagnies nationales de sécurité;
- l'Assemblée nationale: la commission défense et sécurité.

Pour le secteur de l'état civil

- la direction de l'état civil et de la démographie sous le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation, et du développement local (MATDDL): en charge de la mise en œuvre de la politique nationale d'état civil, elle a pour mission de veiller au bon fonctionnement des centres d'état civil, de développer les relations entre les acteurs du système (centres d'état civil, formations sanitaires, judiciaires, sociales), de mettre à jour le fichier national d'état civil, de conserver les archives nationales d'état civil, et d'assurer la mise à jour des statistiques démographiques en matière d'état civil. Étant donné ses effectifs restreints, ses capacités d'action sont limitées¹¹;
- les 172 communes du pays qui ont compétence en matière d'état civil hormis les huit communes d'arrondissement de Bangui¹². Elles ont été fortement fragilisées par la crise de 2013 et certaines mairies ont été dévastées. En dépit d'un retour fragile à une certaine sécurité, du redéploiement des maires et de la réhabilitation de certains bâtiments municipaux, les problèmes structurels demeurent: infrastructures inexistantes ou incomplètes, personnel en sous-effectif et peu formé, équipement bureautique indigent. Quatre-vingts centres d'état civil secondaires, créés juridiquement par le MATDDL dans des zones enclavées ne sont pas fonctionnels;
- l'intervention d'autres ministères dans le secteur reste limitée vu leurs capacités réduites. Le ministre de la justice et des droits de l'Homme (MJDH) a un triple rôle en matière d'état civil : i) contrôle judiciaire des registres d'état civil, ii) conservation des registres aux greffes des tribunaux de grande instance (TGI), et iii) production de jugements supplétifs en cas d'absence d'acte, jugements de reconstitution en cas de destruction de l'acte, jugements de rectification pour corriger un acte. Le ministère de la santé intervient pour déclarer les naissances et les décès survenus dans les formations sanitaires et le ministère des affaires étrangères, administre le service d'état civil rendu dans les postes diplomatiques et consulaires de République centrafricaine à l'étranger.

¹¹ La direction de l'état civil compte un directeur, trois chefs de service, et trois assistants.

¹² Compétence introduite dans le projet de code des collectivités territoriale en attente d'être voté à l'Assemblée nationale.

Les bénéficiaires indirects du programme sont tous les citoyens et les groupes vulnérables ou minoritaires, les femmes, les mineurs en conflit avec la loi, les jeunes et enfants (dont ceux démobilisés) et les victimes de violations des droits de l'Homme et des crimes de guerre qui bénéficieront des activités du programme.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Volet 1: appui au secteur de la justice

Malgré une réorganisation du ministère de la justice et des droits de l'Homme en 2016¹³, et la reprise des audiences civiles et correctionnelles à Bangui et dans les juridictions placées auprès des deux autres cours d'appel de Bouar et Bambari, le système judiciaire reste dépourvu des effectifs, capacités, moyens humains et matériels nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des services de justice et la protection des citoyens. Le budget alloué au MJDH pour 2018 est de 3 722 330 000 FCFA (soit environ 2,3 % du budget de l'État), dont 415 000 000 FCFA affectés aux dépenses de fonctionnement. Les effectifs du personnel judiciaire en activité à Bangui et redéployés dans les juridictions en province étaient en février 2018 de 182 magistrats (dont 43 en province et 19 affectés au MJDH), 72 greffiers (2 au MJDH, 39 en poste à Bangui et 21 en province)¹⁴, 25 régisseurs, 6 agents/régisseurs adjoints, et 50 agents de surveillance¹⁵. Un nouveau processus de sélection et de formation de 300 agents/régisseurs de prison supplémentaires est en cours sur les trois ans à venir. Le taux de redéploiement de ces effectifs dans les juridictions sécurisées du pays est maintenant suivi trimestriellement par le MJDH par rapport aux taux d'affectation de 2012. Plus de la moitié du personnel de la justice n'est pas en poste. Les taux de présence sont de 45 % pour les procureurs, 51 % pour les juges, 35 % pour les greffiers et 36 % pour les agents pénitentiaires¹⁶. Aucune politique de recrutement et de gestion prévisionnelle des effectifs du personnel judiciaire n'existe à ce jour.

S'ajoutent à ces manques: un cadre statutaire des magistrats et auxiliaires de justice suranné et non valorisant; des formations initiales et continues des acteurs judiciaires dispensées de façon ad hoc au travers des appuis des différents PTF au sein de l'ENAM, qui se révèle dans l'incapacité de planifier et de coordonner ces formations efficacement, étant donné l'extension de ses attributions au-delà de son mandat originel et les maigres crédits alloués par l'État; une indépendance judiciaire bafouée par l'ingérence régulière du pouvoir exécutif dans la gestion de la carrière des magistrats ainsi que dans les décisions des organes de contrôle interne (IGSJ, Conseil supérieur de la magistrature). Sur les trente-huit prisons existantes, neuf sont opérationnelles et cinq en attente de réhabilitation, avec des conditions de détention préoccupantes surtout pour les femmes et les mineurs. Au niveau des infrastructures judiciaires, le diagnostic technique des besoins en réhabilitation des institutions judiciaires prévu dans le RCPCA n'a pas pu être réalisé faute de financement. Un certain nombre de locaux a cependant pu être réhabilité et équipé suite au processus de sécurisation des infrastructures et du personnel judiciaire¹⁷. L'accès à l'information juridique s'avère quasiment impossible car il n'existe aucune bibliothèque de droit ou centre documentaire à l'université ou dans les juridictions. Le Journal officiel n'a les moyens de publier que trente-cinq exemplaires par mois (payants). Les citoyens restent très méfiants

¹³ Décret du 5 Novembre 2016 portant organisation et fonctionnement du ministère de la justice des droits de l'Homme et fixant les attributions du ministère garde des sceaux.

¹⁴ Tableau récapitulatif d'effectif du personnel en activité en corps d'emploi, MJDH, direction RH, 20 février 2018.

¹⁵ 32 agents pénitentiaires civils formés par MINUSCA-PNUD intégrés au MJDH en 2017, 3 greffiers et 20 surveillants actuellement en formation sous budget RESEJEP.

¹⁶ MINUSCA / PNUD (15 mars 2018). Cartographie de la présence des fonctionnaires et agents de l'État – RESA.

¹⁷ RCPCA rapport annuel 2017 - volume 2, première partie, activité 3.3.2 et activité 3.3.3.

envers le système de justice formelle, surtout en raison de son manque d'indépendance et des actes de corruption et abus de pouvoir exercés en toute impunité par les institutions judiciaires¹⁸. Le taux de confiance en la justice formelle s'est dégradé avec une baisse de 41 % à 21 % entre mai et novembre 2017, du fait de la détérioration sécuritaire après juin 2017 et du mouvement des magistrats revenus dans la capitale¹⁹.

La Commission nationale de droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CNDHLF) a été créée le 20 avril 2017 (Loi 17.015) et son organisation établie le 9 février 2018 (décrets 17.327 et 18.027). Elle a pour mission de promouvoir les droits de l'Homme et les libertés. Elle a la capacité de recevoir et instruire les plaintes et les dénonciations portant sur les cas de violation des droits de l'Homme et des libertés. Elle peut diligenter des enquêtes et saisir les autorités compétentes. Elle a aussi le mandat de contrôler les prisons, les commissariats de polices et les brigades de gendarmerie. Son plan d'action n'est pas encore formulé. Cette institution nationale compte encore recevoir les moyens nécessaires à son mandat et sa prise en charge dans le budget du gouvernement.

Ainsi, le programme vise à appuyer en premier lieu le développement, l'exécution et le suivi de la politique sectorielle de la justice et des réformes judiciaires qui en découlent, en coopération avec les partenaires actifs dans le secteur, afin de remédier aux dysfonctionnements de planification, gestion et coordination qui perdurent au sein du ministère de la justice et des juridictions. L'intervention vise à accompagner le MJDH via un appui politique et institutionnel structuré afin de mieux responsabiliser ses services dans le pilotage, la coordination et le suivi de sa politique sectorielle et des réformes concomitantes (politique pénale et pénitentiaire, politique genre, politique sur la justice pour mineurs, etc.). Les trois autres axes d'intervention viseront: i) à améliorer le fonctionnement et la performance du système judiciaire et pénitentiaire, via la révision de son cadre institutionnel, une rationalisation et modernisation de la gestion des juridictions et le renforcement des capacités de tous les acteurs de la justice; ii) à renforcer les processus d'accès à la justice, ainsi que les mécanismes de redevabilité, en vue d'assurer une moralisation des actes et pratiques des institutions et personnels de la justice; iii) à appuyer tous les acteurs et institutions impliqués dans le processus de justice transitionnelle, afin de lutter contre l'impunité et garantir la protection des personnes victimes de violations de droits de l'Homme et de crimes internationaux.

Ce volet sera mis en œuvre à Bangui et les communes avoisinantes. Ses interventions seront également étendues dans les régions où sont situées les deux autres cours d'appel et en fonction du déploiement/redéploiement du personnel dans les zones sécurisées.

Volet 2 : soutien au développement et à la pérennisation des FSI

Les réformes structurantes des FSI prévues par le dispositif programmatique établi à partir de 2016 n'ont à ce jour pas encore connu de véritable aboutissement, hormis quelques activités ponctuelles sans véritable incidence sur l'efficacité, le professionnalisme et la neutralité des forces de police et de gendarmerie, qui sont de facto toujours incapables de se déployer en vue d'assurer le maillage sécuritaire national. Parmi les causes lourdes figurent l'insuffisante appropriation nationale de la réforme qui découle du faible niveau d'assimilation par les directions générales de la police et de la gendarmerie de l'empilement de stratégies conçues

¹⁸ Malheur à l'homme seul: la corruption dans la chaîne pénale à Bangui, en République centrafricaine. Cambridge, MA: CDA Collaborative Learning Projects, 2017.

¹⁹ Harvard Humanitarian Initiative, PNUD et MINUSCA – Patrick Vinck, Puong Pham, Mychelle Balthazar (Novembre 2017). Sondages Paix, Justice, et Sécurité – République centrafricaine – rapport 1 Nov. 2017 (données de juin 2017) rapport 2 mars 2018 (données de novembre 2017).

avec des concours extérieurs et de l'insuffisante capacité du MISP à assurer la fonction de maîtrise d'œuvre de la réforme. Les réformes, mal assimilées, ont donc été peu appliquées et les difficultés restent aujourd'hui celles prévalant en 2016. Les différentes initiatives européennes se sont coordonnées pour tenter de répondre à ces défis, avec (i) le FED avec le programme UE-RESEJEP, qui a permis de préserver ce qui restait de services de sécurité et de justice immédiatement après la crise; (ii) les instruments FPI avec trois projets d'urgence sur Bangui puis l'actuel projet de redéploiement des FSI sur l'axe Béloko-Bangui, cordon ombilical économique du pays; (iii) l'EUTM dont le pilier «conseil stratégique», avec un mandat interopérabilité FACA-FSI; (iv) la composante civile de l'instrument PSDC (Politique de Sécurité et de Défense Commune) qui est en cours de déploiement avec la mission EUAM.

Les effectifs sécuritaires en 2018 s'élèvent à 4 686 agents répartis en 2 136 policiers et 2 500 gendarmes ce qui est notoirement insuffisant si l'on s'en tient aux ratios corps sécuritaires/populations reporté à l'ampleur des besoins et à la taille du territoire. La situation des effectifs se caractérise également par une concentration excessive à Bangui²⁰, résultant non seulement de la situation conflictuelle dans certaines régions mais aussi de l'absence d'infrastructures et d'équipement dans les régions épargnées par la crise. Les retards pris dans les réformes des statuts spéciaux et particuliers de police et de gendarmerie n'ont pas permis de régler les problèmes structurels obérant le professionnalisme et la motivation des corps, tels l'insuffisante reconnaissance du mérite dans la progression de la carrière et le montant des rémunérations, l'inflation des grades et le sur-encadrement spécialement au niveau de la police, le clair-obscur sur les principes de rattachement au MISP des corps de gendarmerie, la disparité des régimes de rémunération entre la police et la gendarmerie²¹. En dépit des soutiens significatifs apportés par l'UE (programme de réhabilitation des secteurs de la justice et de la police – UE-RESEJEP) et le PNUD, le dispositif de formation reste embryonnaire et totalement dépendant de l'aide internationale qui a appuyé la formation initiale des 500 nouveaux agents. La gouvernance du secteur pâtit enfin de l'insuffisante capacité des organes de contrôle interne (corps d'inspection du ministère et des deux directions générales) et externe (commissions parlementaires) et de l'absence de cadre institutionnalisé de dialogue entre le ministère et la société civile.

La priorité de l'engagement de l'UE est d'appuyer le gouvernement centrafricain dans l'établissement de FSI professionnels, légitimes, redevables, aptes à assurer la sécurité des personnes et des biens dans le respect des principes de l'état de droit et capables de commencer à se déployer à l'horizon 2020-2021, conformément aux prescrits de la phase 2 du plan dédié au redimensionnement et au redéploiement des FSI. L'appui envisagé combine appui institutionnel et renforcement des capacités dans une optique d'affermissement de l'appropriation nationale de la RSS. Dans cette perspective, l'appui de l'UE (qui sera complété par la mission civile EUAM) paraît essentiel dans trois domaines prioritaires.

Le premier vise à doter l'État centrafricain d'un cadre modernisé de gouvernance du secteur avec un accent particulier mis sur la réorganisation, la déconcentration et le renforcement des capacités du MISP à exercer plus efficacement la programmation et le pilotage politique et stratégique du processus de réforme.

²⁰ 75 % des effectifs de gendarmerie et 85 % des effectifs de police sont centralisés dans la capitale/source : plan global de redimensionnement et de redéploiement, MINUSCA, 2018, pages 13 et 19.

²¹ Allant du simple au double avec un traitement mensuel de 52 000 FCFA pour un policier contre 120 000 pour un gendarme.

Le second cible le renforcement du professionnalisme, de la motivation, de la neutralité et de l'inclusion des forces de sécurité intérieure par un concours à la modernisation en profondeur du cadre juridique, organisationnel et de formation des services de police et de gendarmerie. L'appui portera sur la restructuration et mise en cohérence des mandats des directions générales de la police et de la gendarmerie, la révision des statuts, la modernisation et informatisation des procédures de gestion et fichiers, la réhabilitation des infrastructures et l'équipement des services centraux, le renforcement des capacités des mécanismes de formation.

Le troisième, corrélé au processus de stabilisation, assiste le MISP dans la mise en place du cadre institutionnel soutenant la déconcentration des effectifs de sécurité intérieure, conformément aux orientations de la phase 2 du PGRD-FSI qui planifie à l'horizon 2023 le doublement des effectifs et leur projection dans des entités déconcentrées de police et de gendarmerie établies ou rétablies à cet effet. L'appui envisagé soutiendra en premier lieu, l'établissement par le MISP d'une procédure transparente de concours de recrutements des agents effectifs ayant vocation à être recrutés durant la période 2019-2023 – approximativement à hauteur de 10 000 agents - et dont le coût financier, actuellement insoutenable par le gouvernement, devra être partiellement abondé par le projet sous forme d'appui budgétaire. L'Union européenne contribuera également au renforcement du maillage territorial par un appui en infrastructures, équipement et renforcement des capacités des services déconcentrés accueillant les effectifs FSI redéployés, en harmonisation avec l'ensemble des appuis européens accordés à la République centrafricaine, ainsi que des autres PTF concernés. Cet appui s'attachera notamment à traduire dans les faits l'objectif d'incorporation dans les corps de 20 % de femmes gendarmes et 30 % de femmes policières fixé par le PGRR-FSI.

Ce volet sera mis en œuvre à Bangui ainsi que dans les régions ciblées par la phase 2 du PGRR-FSI.

Volet 3 : appui au secteur de l'état civil

Les violences survenues en 2013 ont fait chuter dramatiquement le taux d'enregistrement des faits d'état civil jusqu'alors comparativement supérieur aux autres pays les moins avancés: l'enregistrement des naissances à Bangui s'est situé entre 70 % et 90 % pendant une quarantaine d'années, et l'enregistrement en campagne avait atteint 70 % en 2000²². De plus, les pillages de mairies et la destruction d'archives et de registres d'état civil ont privé les individus d'une identité juridiquement protégée garantissant leurs droits. L'autorité et l'intégrité de l'État ont également été atteintes, puisque l'ensemble des administrations publiques utilisatrices des données d'état civil, s'est également vu dépourvu de l'utilisation des informations relatives à l'état des personnes physiques. Dans le contexte actuel de post-crise de la RCA, une situation sécuritaire très volatile et le redéploiement très progressif des administrations régaliennes, la sécurisation définitive des registres existants doit être une priorité, afin que les éventuels troubles ultérieurs ne portent plus atteinte aux droits individuels et aux capacités d'action des pouvoirs publics.

L'appui de l'UE visera dès lors à protéger le patrimoine de l'état civil au travers de l'amélioration du dispositif de pilotage de l'état civil, l'appui à l'élaboration d'une stratégie nationale de réhabilitation/modernisation de l'état civil et de gestion de l'identité et l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de l'état civil via le renforcement des capacités des acteurs de l'état civil impliqués dans la déclaration des faits et le contrôle

²²

Identity Management System Analysis – Central African Republic, World Bank Group, Bangui, 2017.

des registres. En particulier, la base numérisée des actes d'état civil qui sera constituée s'insérera dans une stratégie nationale de gestion de l'identité prenant en compte les problématiques de l'enrôlement électoral et/ou l'identification de la population. En outre, l'action renforcera les capacités des centres d'état civil sous la forme de formations auprès des intervenants directs de l'état civil (officiers d'état civil et agents d'état civil des communes), et des intervenants secondaires (magistrats qui contrôlent la régularité des registres, chefs traditionnels, chefs de formation sanitaire et accoucheuses traditionnelles qui déclarent les naissances et les décès), et d'appuis matériels (fourniture de registres aux centres, fourniture d'équipements).

L'intervention en faveur de l'état civil se décline ainsi en 3 axes: i) l'amélioration du dispositif de gouvernance de l'état civil avec des appuis à la révision des textes régissant l'état civil, l'élaboration d'une stratégie nationale de réhabilitation/modernisation de l'état civil et de gestion de l'identité, la collecte de données nécessaires à l'action et l'appui au MATDDL en matière de suivi/observation de l'activité des centres; ii) l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de l'état civil comprenant le renforcement des capacités des officiers et des agents de l'état civil, des autres acteurs de l'état civil impliqués dans la déclaration des faits et le contrôle des registres, la sensibilisation de la population, l'appui à la réhabilitation des centres d'état civil pilotes et au renforcement de leurs capacités, et/ou à la création de centres de déclaration/enregistrement utiles au sein d'importantes formations sanitaires; iii) la sauvegarde du patrimoine de l'état civil auprès de centres pilote entraîne la reconstitution et le classement des registres, l'équipement des salles d'archivage, et l'indexation et la numérisation des registres.

La zone d'intervention de ce volet se compose d'une zone pilote/prioritaire dans laquelle réside plus d'un million de personnes (communes de Bangui et ses huit communes d'arrondissement, Bimbo et Bégoua) dans laquelle toutes les activités du projet auront lieu, et d'une zone élargie, dans laquelle certaines activités seront menées (comprenant 54 communes avec environ un million de personnes résidant dans la zone (régions ciblées par l'action, à titre indicatif: région 1: Ombella M'Poko et Lobaye; région 2: Mambéré Kadéï, Nana Mambéré, Sanga Mbaéré)²³.

1.6 Autres domaines d'évaluation

1.6.1 Valeurs fondamentales

Le retour à l'ordre constitutionnel à l'issue des élections de 2016 s'est traduit par la promulgation de la nouvelle constitution lors de la prestation de serment du président Touadéra qui représente un élément positif sur lequel les institutions démocratiques centrafricaines s'appuient désormais. La communauté internationale intervient dans le renforcement des cadres légaux et constitutionnels; les processus de réformes sont en cours, et un cadre formel politique de consultation et de suivi de l'aide est aussi en place à travers le RCPCA. Néanmoins, le cadre légal reste incomplet, plusieurs textes de loi n'ont pas été adoptés ainsi que les décrets d'application en découlant.

Le processus électoral (présidentiel et législatif) en 2015-2016 s'est déroulé de façon inclusive avec l'enregistrement des électeurs déplacés à l'intérieur du pays et des réfugiés dans les pays voisins, sur les listes électorales - pour le référendum constitutionnel et l'élection présidentielle. La forte mobilisation des femmes pour participer aux scrutins est également à souligner. Le prochain cycle électoral concernera les élections présidentielles, législatives et locales.

²³

Voir annexe 5: Descriptif narratif, zones et budget indicatif sur l'état civil.

La restauration de l'autorité de l'État en République centrafricaine reste très lente et parcellaire, intimement liée à la question sécuritaire, ce qui limite les avancées concrètes en matière de développement et de lutte contre l'impunité. La République centrafricaine a signé et ratifié plusieurs conventions internationales, dont celle du statut de Rome et de l'adhésion à la Cour pénale internationale (CPI), la convention contre la torture et son protocole facultatif, et le processus de ratification du protocole facultatif à la convention des droits de l'enfant est actuellement en cours. La mise en œuvre de ces instruments reste un défi.

La loi sur la parité a été adoptée et promulguée au cours du mois de novembre 2016. Les droits des femmes et des enfants existent, leur application se heurte néanmoins à l'absence d'institutions viables, et également la persistance de coutumes et pratiques établies, par exemple les pratiques criminelles liées aux accusations de sorcellerie. Au plus fort de la crise centrafricaine en 2013, les groupes armés et milices armées ont recrutés des mineurs et des enfants (estimation de UNICEF proche 10 000 mineurs au sein des groupes armés) pour remplir les tâches domestiques ou même prendre une part active dans les affrontements et les exactions commises contre les populations civiles. Selon les conclusions du rapport du Comité des droits de l'enfant (2017): « le comité prend note des graves répercussions de la crise politique et sécuritaire qui touche l'État partie, en particulier depuis 2012, et des difficultés rencontrées pour mettre un terme aux actes de violence extrême entre les groupes armés. Ces facteurs ont entraîné et continuent d'entraîner des violations graves des droits de l'enfant et constituent un obstacle majeur à la réalisation des droits consacrés par la convention. Le comité a relevé que les importants mouvements de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays ainsi que les graves problèmes économiques rencontrés par l'État partie nuisent aussi à la réalisation des droits de l'enfant. En outre, il constate que la situation d'instabilité et d'insécurité justifie la nécessité de conserver une présence de maintien de la paix des Nations unies».

Le gouvernement a démontré une détermination lente mais constante pour établir les bases d'une législature stable de cinq ans et à mettre en place les institutions de l'État. Mais il y a d'autres facteurs clés qui détermineront si cette période de stabilisation relative peut être maintenue, et si elle signale une nouvelle ère politique pour la RCA, ancrée dans la primauté du droit et la bonne gouvernance. Ceux-ci comprennent les progrès tangibles attendus par la population dans des domaines tels que les moyens de subsistance, le redressement économique et la réconciliation; et comment progressent les négociations avec les groupes armés en vue de parvenir au désarmement et à un niveau de réintégration dans les fonctions de l'État.

1.6.2 Politique macroéconomique

Croissance. Sur la période 2015-2018, le taux de croissance économique moyen est de 4 % en République centrafricaine. Depuis 2013, le contexte macroéconomique se caractérise par un climat sécuritaire toujours instable malgré les efforts en cours pour ramener la paix. En 2018, le PIB a chuté de 0.5 point (4.3 % en 2017 contre 3.8 % en 2018), la croissance devrait atteindre 4,5 % en 2019 et 5 % en 2020, selon le FMI. Ces prévisions étaient fondées sur diverses réformes, la vente de diamants gardés en réserve et la hausse des exportations de bois mais ont été revues à la baisse à cause de la pandémie coronavirus. D'après les dernières estimations du FMI (avril 2020) le taux de croissance du PIB réel en 2019 serait de 3,2 % en 2019 et de seulement 1% en 2020.

L'économie de la République centrafricaine reste vulnérable à l'environnement sécuritaire incertain. Les tensions suscitées par l'accord conclu avec les groupes armés, visant à favoriser leur intégration au gouvernement, continuent de peser sur la stabilité politique du pays, qui souffre particulièrement de la faiblesse de ses recettes. Selon le FMI, en 2019 le

solde budgétaire global a atteint -8,4 % PIB. En 2019, le gouvernement devrait se concentrer sur la réalisation de son objectif en matière de solde primaire national, tout en prévoyant une augmentation des dépenses sociales et d'investissement. La baisse des prix des produits alimentaires et manufacturés a ramené l'inflation à 4 % en 2018. Ce taux devrait encore baisser en 2019 et 2020 pour s'établir à 3,4 % et 3,2 %, respectivement.

Néanmoins, la crise COVID-19, avec l'anticipation d'une limitation des flux aux frontières a provoqué dès le mois d'avril 2020 une inflation de tous les biens de consommation courants qui aura certainement un impact sur l'inflation annuelle.

Dettes. L'analyse de viabilité de la dette (AVD) de décembre 2019 a montré que la trajectoire d'endettement de la RCA est vulnérable à des chocs sur le PIB, les exportations et les recettes. Les arriérés post-PPTE ont été régularisés, à la faveur d'un accord entre les autorités et l'Inde. Les remboursements débuteront en 2023 pour une période de 20 ans. S'agissant de la dette intérieure, la République centrafricaine continue de rembourser les banques commerciales et a commencé à payer les intérêts liés à la dette consolidée envers la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).

Relation avec le FMI. La RCA est membre du Fonds monétaire international depuis le 10 juillet 1963. Son quota se monte à 111.40 millions de DTS. L'encours des prêts et facilités octroyés par le Fonds au 30 avril 2018 est de 108,94 millions de DTS, soit 97,79 % de son quota.

Le 20 décembre 2019, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un accord de trois ans au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI pour la République centrafricaine, équivalant à 83,55 millions de DTS (environ 115 100 000 USD), soit 75 % du quota de la République centrafricaine dans le Fonds. Un décaissement immédiat de 11,936 millions de DTS, soit environ 16 400 000 USD sera effectué sur le compte du trésor centrafricain à la BEAC. Le décaissement du montant restant sera échelonné sur la durée du programme, sous réserve des examens semestriels du programme appuyé par le FMI par son Conseil d'administration.

Le programme soutenu par le FMI vise à maintenir la stabilité macroéconomique, renforcer la capacité administrative, la gouvernance et le climat des affaires, protéger les plus vulnérables et réduire la pauvreté.

En tant que réformes, le gouvernement s'est engagée dans la mobilisation des recettes (les exonérations pour les entreprises vont être accordés en conformité avec la charte des investissements; la digitalisation des procédures des taxes); la consolidation du compte unique du Trésor; l'amélioration de la gestion des finances publiques (efficacité des dépenses publiques); la réduction des arriérés internes et la gestion de la dette publique.

Budget. Malgré le contexte politique, les budgets 2018, 2019 ont été adoptés dans les délais légaux. La loi de finances 2020 a été transmise à l'Assemblée nationale également dans le délai requis et promulguée par le président de la République le 17 décembre 2019. Les priorités de cette loi de finances s'inscrivent sur le renforcement de la paix, la sécurité, la justice et la relance de l'économie, la bonne gouvernance, la cohésion sociale et l'action humanitaire.

La loi de finances 2020 affiche une prévision des ressources totales de 282,9 milliards FCFA contre 281,8 milliards de FCFA dans le collectif budgétaire 2019, soit une augmentation de 0,40 % par rapport à 2019. Cette légère augmentation s'explique par l'amélioration de prévision des recettes domestiques qui passent de 140 milliards en 2019 à 143 milliards.

Les dépenses quant à elles, se chiffrent à 293,6 milliards en 2020 contre 262,5 milliards de FCFA en 2019. Au regard des prévisions, la loi de finances pour l'exercice 2020 apparaît déficitaire de 10,6 milliards de FCFA soit 7,2 point du PIB.

Avec un total des ressources de 282,98 milliards de FCFA et des dépenses globales de 293,60 milliards FCFA, le déficit primaire est estimé à 2,4 % du PIB.

En terme de réalisation 2019, les recettes cash, enregistrées au Trésor, s'établissent à 116,067 milliards de francs CFA par rapport à un objectif (déjà révisé à la baisse) de 118,198 milliards de francs CFA; soit une régression de 2,072 milliards de francs CFA du fait du blocage du corridor douanier au mois de mars, la dégradation du tronçon Bouar- Baoro et le retard du processus d'intégration des recettes des offices publics sur le compte unique du trésor.

On peut conclure que la République centrafricaine est éligible à l'appui budgétaire car elle met en œuvre une politique macroéconomique orientée vers la stabilité.

1.6.3 Gestion des finances publiques (GFP)

Les réformes des finances publiques mises en place à partir de l'année 2016 pour la soutenabilité des finances publiques en Centrafrique se sont basées sur le plan de septembre 2016 du gouvernement et les mesures convenues avec les principaux partenaires de la RCA. Les objectifs prioritaires à court, moyen et long terme s'articulent autour des trois axes suivants: i) la mobilisation des recettes publiques, ii) la gestion optimale des dépenses publiques et iii) la relance économique.

Les budgets annexes ont été supprimés dans le cadre de cette réforme qui voit les recettes de ces organismes abonder le compte unique du Trésor (CUT) et donc le budget général de l'État. L'intégration de ces recettes dans le budget général aura pour effet d'accroître le pourcentage des recettes propres de l'État dans le PIB en 2019. Un ordre de grandeur légèrement supérieur à 1 point de PIB est envisageable comme résultant de cette intégration.

Autre innovation de la loi de finances 2019, la redevance de développement touristique perçue sur les passagers des vols commerciaux est d'une part passée de 10 000 FCFA à 15 000 FCFA et d'autre part la modalité de sa perception a été modifiée: au lieu d'être perçue en liquide sur les passagers au départ, elle est désormais recouvrée par le Trésor directement auprès des compagnies aériennes, ce qui sécurise le processus.

Une nouvelle loi organique de loi de finances (LOLF) a été adoptée par le Parlement en 2018. Cette loi a pour objet principal d'aligner la législation de la RCA sur les directives émises par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) en 2011 en matière de lois de finances. La mise en application de la LOLF va nécessiter une réorganisation du ministère des finances dont un nouvel organigramme est en cours de préparation.

La gestion de la dette est désormais améliorée et la cellule en charge de celle-ci produit maintenant des projections à l'aide du logiciel SYGADE qu'elle maîtrise.

Un plan d'apurement des arriérés intérieurs dus aux fournisseurs, et d'apurement progressif des arriérés sociaux accumulés entre 1993 et 2003, ces derniers s'élevant à près de 65 milliards de FCFA, est en cours d'exécution au moins jusqu'en 2020. Sur le plan extérieur, des actions sont également en cours pour assainir le portefeuille de la dette de l'État, et obtenir l'annulation de certains prêts.

On peut conclure que la République centrafricaine reste éligible à l'appui budgétaire au titre de la GFP.

1.6.4 *Transparence et contrôle du budget*

Globalement, la situation en matière de transparence s'était à peu près rétablie en avril 2018, mais avec peu de progrès par rapport à l'année précédente, à l'exception d'un projet de budget citoyen. On note à cet égard que la Cour des comptes a pour projet de publier directement sur son propre site Internet ses rapports concernant l'exécution du budget mais rencontre encore des difficultés techniques pour ce faire.

Toutefois, la transparence est satisfaisante. Les projets de loi de finances et les lois de finances promulguées sont désormais publiés en temps utile sur le site internet du MFB (www.mfb.cf). Ceci inclut les textes de loi, les ressources et charges détaillées par titre et chapitre ainsi que les budgets annexes. Des rapports d'exécution budgétaire (REB) trimestriels sont régulièrement publiés, un mois après la fin de chaque trimestre.

La constitution du 30 mars 2016 est claire concernant les lois de règlement. L'article 77 spécifie notamment que «le Parlement règle les comptes de la nation. Il est, à cet effet, assisté de la Cour des comptes». L'article 118 enfin énonce «la Cour des comptes est la juridiction compétente pour juger les comptes des comptables publics, ceux des collectivités territoriales ainsi que ceux des entreprises et offices publics». La situation concernant les projets de loi de règlement 2017 à 2018, étant entendu que la loi de règlement 2015 a déjà été adoptée par l'Assemblée nationale est la suivante:

- Projet de loi de règlement 2017: les documents nécessaires ont été déposés au Greffe de la Cour des comptes entre les 23 et 26 octobre 2018. Cette dernière procède actuellement à leur examen et estime être en mesure de produire avant la fin du mois d'août 2019 son rapport définitif ainsi que la déclaration générale de conformité correspondante.
- Projet de loi de règlement 2018: la direction générale du trésor public a transmis les documents nécessaires à la Cour des comptes en juin 2019. La Cour des comptes s'est fixée comme objectif dans ces conditions de transmettre son rapport définitif ainsi que la déclaration générale de conformité correspondante avant la fin de l'année 2019 et souhaiterait en réalité le faire avant l'adoption du projet de loi de finances 2020 quoiqu'elle ne puisse en prendre l'engagement définitif à ce stade.

Ainsi, la RCA rattrape graduellement son retard en la matière, quoique plus lentement qu'on le souhaiterait. Les rapports de la Cour des comptes et la loi de règlement 2015 n'ont pas été publiés sur le site du MFB.

Le sujet des dépenses fiscales est fort sensible en RCA particulièrement du fait de l'importance de la force multinationale de maintien de la paix qui génère des niveaux d'importation élevés en franchise fiscale et douanière en vertu des traités. La transparence a nettement évolué en 2018. Les rapports d'exécutions budgétaires des premier, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2018 et ceux des deux premiers trimestres 2019 sont disponibles sur le site du MFB. Le collectif budgétaire 2019, promulgué le 23 juillet 2019 a été publié le 31 juillet 2019 sur le même site. Le rapport de la gestion de la dette 2018, le tableau récapitulatif des exonérations de la Direction générale des impôts et des domaines (DGID) juillet 2019, les avis d'appel d'offres sont aussi disponibles au public. Néanmoins, les exonérations accordées au titre exceptionnel sont prédominantes et la charte d'investissement n'est pas mise en œuvre. Les données sur les exonérations sont globales (non-détaillées) et ne permettent pas une transparence sur les entreprises privées exonérées. La fréquence de publication semble devenir mensuelle depuis le début 2018 mais il reste à vérifier si cela reste pérenne. Enfin, le code de transparence et de bonne gouvernance a été promulgué et les membres de la Haute autorité de la bonne gouvernance ont été nommés.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque	Mesures d'atténuation
La détérioration des conditions de sécurité dans le pays ne permet pas le redéploiement des fonctionnaires et agents de l'État en accord avec la RESA et dans les zones ciblées par le programme.	Élevé	Le nouveau mandat de la MINUSCA, sur base de la résolution 2387, renforce les moyens militaires et se concentre sur le maintien de la paix et la protection de la population civile. Les FSI continuent d'être formées et convenablement équipées et armées avant redéploiement.
Les ministères et institutions publiques bénéficiaires du programme ne sont pas investis dans le développement, le suivi et la coordination des stratégies initiées et des actions à mener.	Moyen	Hormis le MJDH, les autres ministères et institutions sont engagés dans le processus de développement institutionnel. La Délégation de l'UE renforcera le dialogue politique mené avec le MJDH pour favoriser l'appropriation des réformes judiciaires à mettre en place.
La méconnaissance des citoyens vis-à-vis des services publics existants et la perception de défiance des citoyens à l'égard des administrations communales, des institutions judiciaires et sécuritaires s'accroissent. Les personnes victimes des violations des droits de l'Homme (dont les femmes, les enfants, les groupes vulnérables ou minoritaires) ne sollicitent pas l'aide des institutions spécialisées (CPS, CNDH, autres).	Élevé	Les institutions bénéficiaires seront appuyées dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de communication et d'information visant à mieux faire connaître leurs rôles. Les acteurs non étatiques et de la société civile associés au programme dans les trois secteurs d'intervention seront appuyés pour sensibiliser les citoyens aux procédures administratives, juridiques et sécuritaires visant à défendre et protéger leurs droits, et à accompagner les personnes les plus vulnérables dans le suivi de leurs procédures de requêtes, plaintes et réparation.
Les textes légaux pris dans chaque secteur ne sont pas connus des fonctionnaires et agents de l'État et leur application fait défaut du fait de la carence des capacités et des moyens humains et matériels.	Élevé	Le programme veillera à améliorer l'accès à l'information juridique, via un appui à la dissémination de la documentation légale / jurisprudentielle et à assurer des méthodes de formation et d'accompagnement adaptées à chaque groupe d'acteurs concernés pour accroître leurs connaissances, compétences et responsabilités respectives.
Hypothèses		
<p>La poursuite de l'engagement politique gouvernemental en faveur des réformes sectorielles.</p> <p>La volonté politique du gouvernement de promouvoir l'état de droit est maintenue.</p> <p>La politique de la RESA se poursuit avec l'encadrement des forces de la MINUSCA.</p> <p>Les ressources allouées par l'État aux trois secteurs d'intervention sont augmentées annuellement pour correspondre aux besoins de fonctionnement des institutions et leur permettre de mettre en œuvre leurs stratégies sectorielles.</p> <p>La situation politique et sécuritaire se stabilise.</p>		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Le programme (mai 2012 - décembre 2018) de réhabilitation des secteurs de la justice et de la police en République centrafricaine (RESEJEP) financé sous le 10^e FED, a mis en évidence l'importance de pourvoir à la fois aux besoins en assistance technique (conseil, appui spécifique) et en contributions matérielles (équipements et infrastructures notamment) dans le processus d'appui au renforcement des capacités institutionnelles – et les acquis significatifs du RESEJEP seront à développer plus avant. L'exécution du RESEJEP révèle néanmoins une action insuffisamment axée sur les activités d'appui structurel touchant à la réforme de la justice et de la sécurité intérieure. La gestion renforcée des ressources humaines de la police et de la gendarmerie doit également figurer au centre des préoccupations afin de soutenir l'effort de réformes et répondre efficacement aux enjeux du redéploiement de l'État sur le territoire. Une approche d'appui au dialogue politique sectoriel et technique tant au niveau du gouvernement que des administrations, et en étroite concertation avec la MINUSCA et les PTF, a manqué au RESEJEP pour soutenir l'animation des réformes et promouvoir un niveau suffisant d'appropriation des ministères sectoriels. Le bilan des activités du programme dans le domaine de la construction/réhabilitation des infrastructures, la fourniture de mobiliers, matériels et d'équipements s'est souvent révélé négatif du fait des déficiences techniques et financières des entreprises centrafricaines, ayant livré leurs travaux et fournitures avec un dépassement des délais contractuels anormaux ou en défaut de conformité avec les règles de l'art. L'expérience rappelle aussi l'importance d'une politique cohérente en matière de gestion des ressources humaines. Enfin le format même d'un appui en gestion décentralisée partielle sous la forme de devis programme n'a pas offert la flexibilité de programmation nécessaire pour la définition d'actions d'appui au dialogue politique sectoriel ou pour la provision d'un appui aux acteurs de la société civile à travers de la subvention, empêchant de fait de soutenir leurs interventions complémentaires dans des secteurs clefs (accès à la justice, police de proximité, par exemple).

Enfin, en ce qui concerne le secteur de l'état civil, les efforts des bailleurs jusqu'à ce jour ont surtout été concentrés sur les services de l'État et les services sociaux et l'enquête communale de 2018 permettra de mesurer le degré de relèvement des communes. Par ailleurs, les audiences foraines appuyées financièrement par des PTF en vue de délivrer des jugements supplétifs aux actes de naissance se révèlent être des processus longs, coûteux, et quantitativement toujours inférieurs aux besoins de régularisation des Centrafricains sans document d'identité, et ne traitent pas les problèmes structurels du système d'état civil.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Ce programme s'inscrit dans le plan d'action de l'approche globale de l'UE (avril 2015) qui recommande de renforcer la cohérence des appuis en utilisant les différents instruments financiers à disposition de manière coordonnée et séquentielle pour obtenir de meilleurs résultats. L'action se développe actuellement en totale synergie (consultations, partage des objectifs, convergence et mutualisation éventuelle des moyens) avec les autres programmes de l'UE (FPI/IcSP), et avec la mission EUTM dont le pilier «Conseil stratégique» comporte une cellule interopérabilité. L'action en cours anticipe déjà de pleinement inclure dans cette synergie la future mission civile en cours de déploiement dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (*European Union Advisory Mission* - EUAM). La Délégation de l'Union européenne garantira la bonne coordination de ces différents instruments au niveau politique et leur complémentarité avec les actions des PTF et les missions de la MINUSCA.

Un mécanisme de suivi, de consultation et d'échange d'informations entre la Délégation de l'UE et les PTF est déjà en place dans le cadre du RCPCA ainsi qu'à un niveau opérationnel (réunions des bailleurs, comités techniques des projets, etc.). Le groupe de coordination programmatique du pilier 1 du RCPCA, tient régulièrement des réunions en présence des ministères concernés. Parmi les contributeurs réguliers à ce groupe de coordination figurent la Délégation de l'Union européenne, l'assistance technique UE, EUTM, UNPOL, MINUSCA/RSS, PNUD, et l'ambassade de France.

Le cas échéant, les points de complémentarité et de convergence seront vérifiés avec les appuis UE en cours dans les secteurs sécurité (police notamment), justice et gouvernance dans le cadre des programmations nationales des pays voisins (Cameroun, Tchad, Congo, RDC, Soudan, Sud Soudan) et régionales (CEEAC/CEMAC notamment) ainsi qu'avec les principaux fonds fiduciaires existants, le Fonds Bêkou et le Fonds Sahel tout particulièrement.

L'UE, les États membres et la Suisse ont développé une stratégie conjointe 2017-2021 pour faciliter la mise en œuvre du RCPCA à travers l'harmonisation progressive des différentes approches pays et cycles de programmation des partenaires européens, notamment sur le renforcement des institutions étatiques nationales et locales, et la promotion de la bonne gouvernance.

Le programme envisagé s'harmonise également avec le «Joint MINUSCA-EUD-EUTM support plan on SSR and RoL 2017-2019» signé le 17 juillet 2017, qui précise les modalités de coordination entre la MINUSCA et les instances communautaires. Ce document définit notamment le but commun recherché par les signataires («professional, ethically representative, regionally balanced and accountable forces»), précise les points d'entrée sectoriels (sécurité intérieure, justice transitionnelle, réforme judiciaire), rappelle le principe d'alignement sur une série de politiques sectorielles énumérées par le document et établit un mécanisme de coordination sous l'égide de la MINUSCA («Coordination group of international partners for internal security»).

En ce qui concerne le volet justice, les partenaires techniques et financiers sont la MINUSCA, le PNUD, ONU Femmes, la France, les États-Unis (financement du Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs), le CICR et des ONG internationales (par exemple, Avocats sans frontières, la FIDH, ABA-ROLI et Pharos). Ils concourent à restaurer l'état de droit et à renforcer les capacités du système judiciaire et pénitentiaire, ainsi qu'à faciliter l'accès à la justice pour les personnes vulnérables et les victimes de violation des droits de l'Homme²⁴. Une réunion de coordination des bailleurs se tient mensuellement dans le secteur de la justice. Suite au resserrement de son mandat²⁵, la MINUSCA prévoit de se désengager de certains volets, comme celui du renforcement des capacités des acteurs de la justice, mais restera très présente dans l'appui au secteur pénitentiaire, à la Cour pénale spéciale et aux mécanismes de justice transitionnelle. Ces actions du présent appui seraient aussi complémentaires au projet que prévoit de financer la Commission sous l'IcSP, qui vise à appuyer la Cour pénale spéciale et qui est mis en œuvre depuis le troisième trimestre de 2018.

Dans le champ du volet sécurité intérieure, les principaux partenaires techniques et financiers sont la MINUSCA, le PNUD, la France, et les États-Unis qui contribuent notamment aux

²⁴ Voir annexe 6 détaillant les actions des partenaires techniques et financiers dans le secteur de la justice.

²⁵ Mandat de la MINUSCA modifié par la résolution 2387 du Conseil de sécurité de Nations unies du 15 Novembre 2017.

formations prioritaires des effectifs et au renforcement des capacités des FSI. En outre, un projet appuyé par l'UE sous l'IcSP vise à appuyer le déploiement/redéploiement des forces de police et de gendarmerie dans certaines préfectures de la RCA, sur l'axe Bangui – Cameroun. Il devrait être mis en œuvre à partir de la fin de 2018.

Pour le volet état civil, des synergies ont vu le jour au niveau du recensement de l'identification de la population et de la réforme de l'état civil. La Banque mondiale a mené en 2017 une étude sur la gestion intégrée de l'identité²⁶. L'UNICEF poursuit ses efforts pour redynamiser l'enregistrement des naissances à travers la réalisation d'audiences foraines. Le projet conjoint PNUD/ONU Femmes a aussi financé des audiences foraines pour l'obtention de jugements supplétifs visant 7 700 actes de naissance. L'UNFPA a réalisé une étude diagnostique sommaire de l'état civil centrafricain²⁷, de même que l'ONG Avocats sans frontières²⁸ et le Norwegian Refugee Council sur le décrochage scolaire²⁹. Le HCR prévoit de s'engager à partir de 2018 en appui aux autorités centrafricaines, sur le thème de la prévention de l'apatridie. La PPECA mise en place par le MATDDL, élargie à l'Autorité nationale des élections et au ministère de l'intérieur, devrait devenir un lieu adéquat de coordination des efforts des différents partenaires et des ministères participants, et de recherche d'articulations en vue d'une gestion intégrée de l'identité.

En ce qui concerne la collaboration³⁰ renforcée avec la société civile pour la mise en œuvre des principaux projets du RCPCA, le programme vient en complémentarité de l'appui de la ligne budgétaire thématique Organisations de la société civile et autorités locales (OSC-AL), mise en œuvre via le fond fiduciaire Bêkou. Il s'inscrit aussi comme un complément de la feuille de route pour un engagement envers la société civile en République centrafricaine, établie en 2014 et récemment mise à jour pour la période 2019-2021. Ce document stratégique, préparé par la Délégation, en collaboration avec les États membres et la société civile, promeut un environnement propice pour les OSC, le développement d'une culture citoyenne ainsi que le renforcement de la participation effective des OSC dans la mise en œuvre du RCPCA, et notamment en matière de transparence budgétaire.

Afin d'assurer la complémentarité, la synergie et la coordination, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes de donateurs et peut participer aux organes de coordination des donateurs, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

L'objectif général du projet est de consolider la gouvernance démocratique en République centrafricaine.

Pour atteindre cet objectif général, l'action est articulée en trois volets.

²⁶ *Identity Management System Analysis – Central African Republic, World Bank Group, Bangui, 2017. Validation mi 2018.*

²⁷ Première phase de l'évaluation du système d'état civil de la RCA. Rapport préliminaire, UNFPA, décembre 2016.

²⁸ État civil en RCA. Enjeux et pratiques, Avocats sans frontières, juillet 2017

²⁹ Les enregistrements et actes de naissance et l'accès à l'éducation en République centrafricaine, NRC 2018.

³⁰ Prônée par le président de la république lors de sa déclaration politique officielle à la conférence internationale de Bruxelles en novembre 2016.

VOLET 1 - JUSTICE

L'objectif spécifique (OS.1): Le système judiciaire est renforcé.

Les **produits** attendus sous l'objectif spécifique OS.1 sont les suivants:

1.1 – La redevabilité du pouvoir judiciaire est renforcée.

1.2 – L'accès à la justice et l'efficacité du système judiciaire sont améliorés.

1.3 – La chaîne pénale et le système pénitentiaire sont renforcés.

1.4 – Le processus de justice transitionnelle est soutenu par un appui à la Cour pénale spéciale (CPS).

VOLET 2 – SECURITE INTERIEURE

L'objectif spécifique (OS.2): Le secteur de la sécurité intérieure est consolidé.

Les **produits** attendus sous l'objectif spécifique OS.2 sont les suivants:

2.1 – le cadre politique et stratégique du secteur de la sécurité est renforcée, y compris dans ses mécanismes de contrôle et de responsabilisation/redevabilité.

2.2 – L'organisation structurelle et fonctionnelle des forces de sécurité intérieure est améliorée, notamment sur le plan de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

2.3 – Les forces de sécurité intérieures (FSI) disposent d'une ressource humaine suffisante, professionnelle et motivée, en cohérence avec le volet redimensionnement du PGRR-FSI.

2.4 – la capacité des forces de sécurité intérieures d'intervenir au profit de la population centrafricaine est renforcée, en cohérence avec le volet redéploiement du PGRR-FSI.

VOLET 3 – ÉTAT CIVIL

L'objectif spécifique (OS.3): le patrimoine de l'état civil centrafricain est sécurisé et les bases d'une réhabilitation du système national d'état civil sont établies.

Les **produits** attendus sous l'objectif spécifique OS.3 sont les suivants:

3.1 – le dispositif de gouvernance de l'état civil est amélioré.

3.2 – la qualité et l'accessibilité du service public de l'état civil sont améliorées.

3.3 – l'archivage et la sécurisation des registres de l'état civil sont renforcés.

Activités indicatives:

VOLET 1 - JUSTICE

Produit 1.1: la redevabilité du pouvoir judiciaire est renforcée.

- Appui au renforcement de la redevabilité des magistrats et auxiliaires de la justice, en encourageant l'État dans ses efforts de se doter de mécanismes disciplinaires capables de freiner / combattre les cas de corruption et manque d'efficacité au sein de la justice.

Produit 1.2: l'accès à la justice et l'efficacité du système judiciaire sont améliorés.

- Appui à l'amélioration de l'allocation et exécution budgétaire, afin d'assurer une meilleure budgétisation et exécution de la politique sectorielle de la justice pour augmenter la capacité du ministère à mieux dépenser, et investir, de façon planifiée et efficiente,

- Renforcement de l'offre de justice, en encourageant l'État dans ses efforts d'opérationnalisation et réhabilitation des juridictions afin qu'il assure le redéploiement judiciaire sur le territoire,
- Opérationnalisation du système de récolte et analyse des statistiques judiciaires, afin de renforcer la performance de la Direction des études et de la planification (DEP) en vue d'assurer la collecte et le traitement systématiques des données statistiques judiciaires et pénitentiaires.

Produit 1.3: la chaîne pénale et le système pénitentiaire sont renforcés.

- Mise à jour du rôle des prisons en cohérence avec ses occupants et réduction de la proportion de détenus provisoires, afin d'encourager l'État dans ses efforts de se doter d'un système pénitentiaire respectueux des droits fondamentaux et réduire les délais actuels de détention provisoire,
- Création et dotation d'une ligne budgétaire pour l'aide légale dans la loi de finances, afin d'encourager l'État dans ses efforts de se doter d'un système d'aide légale au plus démunis et vulnérables.

Produit 1.4: le processus de justice transitionnelle est soutenu, y inclus par un appui à la Cour pénale spéciale (CPS).

Activité 1.4.1: appuyer les juridictions pénales dans la mise en œuvre de leurs compétences en matière de poursuites de crimes graves (procédure de saisine ou de dessaisissement en faveur de la CPS, transposition du règlement de procédures et de preuves, de la stratégie de poursuite et de la stratégie de protection des témoins et des victimes dans le code pénal et le code de procédure pénale et dans les procédures des juridictions ordinaires). Appui au processus de coopération entre CPS et juridictions nationales pour faciliter le transfert des compétences.

Activité 1.4.2: renforcer les capacités et le fonctionnement de la CPS pour continuer les enquêtes et l'instruction des dossiers, ainsi que pour interagir activement avec la population. Le renforcement au système de la CPS sera complémentaire et séquentiel aux appuis prévus par les autres instruments de l'UE ainsi que par les autres bailleurs.

Activité 1.4.3: appuyer les organisations non gouvernementales locales (de droits de l'Homme et association de défense des femmes) afin de documenter et de référencer les crimes graves en vue d'un accès efficace des victimes à la justice et d'assurer le suivi de leurs dossiers sur les aspects d'information, de réparation et de protection, et de capitaliser les résultats afin de renforcer la qualité et la transparence des procédures judiciaires. Soutenir l'assistance judiciaire gratuite des victimes dès la phase pré-juridictionnelle (notamment femmes/enfants victimes de violence).

Activité 1.4.4: appuyer le fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, dans son rôle de promotion, de protection et d'application des normes nationales et internationales des droits de l'Homme et dans la mise en place et le suivi des procédures de traitement de plainte relatives aux violations des droits de l'Homme.

Activité 1.4.5: appuyer l'accès à l'information et la sensibilisation sur les procès auprès des populations affectées à travers des formations et encadrements des journalistes, des activités de sensibilisation du grand public, et de formation des autorités locales pour initier des débats sur la prévention et la médiation des conflits.

VOLET 2 – SECURITE INTERIEURE

De manière globale, le volet sécurité intérieure se décline en appui budgétaire et appui complémentaire pour le renforcement des capacités de l'administration au niveau central et déconcentré concernées par le déploiement des FSI et la gestion de la dépense publique et des ressources humaines, ainsi qu'en soutien pour la remise à niveau opérationnel des infrastructures et des équipements dédiés aux FSI.

Produit 2.1: le cadre politique et stratégique du secteur de la sécurité est renforcé, y compris dans ses mécanismes de contrôle et de responsabilisation/redevabilité.

Activité 2.1.1: appuyer l'analyse fonctionnelle du MISP et la révision subséquente de ses mandats, missions, organigramme et cadre organique des emplois.

Activité 2.1.2: renforcer les capacités de coopération, planification et coordination du MISPC avec les ministères de l'administration territoriale, de la défense et de la justice et des finances, notamment pour l'acquisition d'équipements communs, la gestion des infrastructures, le redéploiement des services de l'État, et le traitement des procédures judiciaires.

Activité 2.1.3: appuyer la modernisation et l'informatisation des systèmes et procédures des services centraux et déconcentrés du MISP.

Activité 2.1.4: soutenir la mise en place et le fonctionnement d'une unité légère de planification/gestion de la réforme et assister dans la formulation participative d'une feuille de route mettant en cohérence les différentes stratégies RSSI.

Activité 2.1.5: accompagner l'élaboration des politiques, des mesures et des plans d'action correspondant aux besoins de sécurité intérieure et de redéploiement des FSI.

Activité 2.1.6: renforcer les capacités des organes de contrôle interne (IG MISP, IGPN, IGGN) et externe (Assemblée nationale et autres).

Activité 2.1.7: promouvoir la production et l'accès à une information publique sur la sécurité intérieure et sur l'action du MISP et des FSI et développer des outils d'information de la population sur ses droits.

Activité 2.1.8: soutenir l'établissement d'un cadre de dialogue entre le MISP et la société civile.

Produit 2.2: l'organisation structurelle et fonctionnelle des forces de sécurité intérieures est améliorée, notamment sur le plan de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

Activité 2.2.1: appuyer les analyses fonctionnelles de la DGPC et de la DGPN et les révisions subséquentes de leurs mandats, missions, organigramme et cadre organique des emplois.

Activité 2.2.2: réhabiliter le cadre de travail des services centraux de la DGPC et de la DGGN afin de les rendre opérationnels.

Activité 2.2.3: renforcer les capacités de gestion des ressources humaines, financières et matérielles des services centraux de la DGPC et de la DGGN.

Activité 2.2.4: appuyer la formulation d'un schéma directeur de modernisation et d'informatisation des services de police et gendarmerie, incluant l'automatisation et l'interopérabilité des fichiers critiques (personnes recherchées) et des logiciels de type LRP.

Produit 2.3: les forces de sécurité intérieures disposent d'une ressource humaine suffisante, professionnelle et motivée, en cohérence avec le volet redimensionnement du PGRR-FSI.

Activité 2.3.1: soutenir une réforme des statuts particulier et spécial de la gendarmerie et de la police avec un accent particulier placé sur la reconnaissance du mérite dans l'organisation des carrières et les rémunérations et la promotion des femmes au sein de la police et de la gendarmerie.

Activité 2.3.2: appuyer la mise en place et le fonctionnement du mécanisme des concours d'entrée dans les corps de police et de gendarmerie s'inspirant du référentiel mis en place par la MINUSCA.

Activité 2.3.3: appuyer la mise en œuvre des programmes de formation initiale et continue des FSI en renforçant les structures d'accueil (y compris infrastructure, équipement et programmes pédagogiques, formation des formateurs, évaluation des formations), en privilégiant une logique interservices et interinstitutionnelle. Un effort particulier sera porté sur un enseignement du concept républicain de sécurité intérieure, de notion de service public, de droits de l'Homme et des libertés individuelles ainsi que sur les synergies entre la police et la gendarmerie.

Activité 2.3.4: financer la formation de cadres de la PN et de la GN au sein de structures de formations régionales (telles que l'École internationale des forces de sécurité (EIFORCES) au Cameroun ou l'École internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (EI3PJ) à Djibouti). La formation au sein de l'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) à Abidjan, Côte d'Ivoire, serait aussi une option.

Produit 2.4: la capacité des forces de sécurité intérieures d'intervenir au profit de la population centrafricaine est renforcée, en cohérence avec le volet redéploiement du PGRR-FSI.

Activité 2.4.1: appuyer le MISP, en coordination avec la MINUSCA, dans la mise en œuvre et le suivi du volet redéploiement du PGRR-FSI.

Activité 2.4.2: soutenir la remise à niveau opérationnel (infrastructures et équipements) des différentes unités de police et de gendarmerie, tant à Bangui qu'en province, en collaboration étroite et en parfaite complémentarité avec les autres actions développées par l'UE et celles coordonnées par la MINUSCA/PNUD.

Activité 2.4.3: soutenir les dépenses de fonctionnement des unités des forces de sécurité intérieure (entre autres: salaires, primes, alimentation, carburant et autres consommables) déployés sur l'ensemble du territoire national, en cohérence avec les plans et stratégies nationales de redéploiement (PGRR-FSI).

VOLET 3 – ETAT CIVIL

Produit 3.1: le dispositif de gouvernance de l'état civil est amélioré.

Activité 3.1.1: appui au pilotage stratégique de l'état civil et à l'élaboration d'une politique nationale d'état civil et de gestion de l'identité.

- soutien à la PPECA dans son travail de coordination des intervenants (partenaires et pouvoirs publics) en matière d'élaboration d'une politique nationale de gestion intégrée de l'identité;
- soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie d'identification et de régularisation des enfants scolarisés démunis d'acte de naissance, articulée sur le rôle

pivot du ministère de l'enseignement primaire et secondaire (MEPS) et du ministère de l'enseignement technique et de l'alphabétisation (META);

Activité 3.1.2: appui à la révision des textes régissant l'état civil (ex: le Code de famille et ses décrets d'application, loi sur les archives et ses décrets d'application, loi sur la protection des données personnelles, arrêté sur l'archivage physique des documents d'état civil incluant un plan national d'archivage, circulaire portant création d'un système national unifié d'immatriculation des centres d'état civil et de numérotation des actes).

Activité 3.1.3: cartographie de l'état civil (inventaire exhaustif auprès des centres sur l'état des infrastructures et des équipements, le personnel, l'état des stocks d'archives). À l'issue de la cartographie, un logiciel de gestion sera développé afin de permettre au MATDDL d'assurer un suivi/observation dans la durée de l'activité des centres.

Activité 3.1.4: conduite d'études spécifiques (femmes/mères et état civil; populations marginalisées/nomades; état civil des centrafricains de l'étranger, réfugiés et déplacés; schéma directeur informatique).

Activité 3.1.5: appui au suivi des centres d'état civil par le MATDDL, comprenant la formation des personnels chargés du suivi des centres, et un appui en équipement bureautique.

Produit 3.2: la qualité et l'accessibilité du service public de l'état civil sont améliorées.

Activité 3.2.1: renforcement des compétences des agents de l'état civil (officiers et personnels des services d'état civil)

Activité 3.2.2: renforcement des compétences des autres acteurs de l'état civil.

Activité 3.2.3: mise en place de campagnes d'information et de sensibilisation auprès des populations (notamment des mères et jeunes filles pour inciter l'enregistrement des naissances)

Cette activité s'inscrira dans la stratégie de communication du RCPCA, en favorisant des modes de communication locaux (radio communautaires, causeries éducatives...).

Activité 3.2.4: appui à la réhabilitation des centres d'état civil et au renforcement de leurs capacités, et/ou à la création de centres de déclaration utiles.

Produit 3.3: l'archivage et de la sécurisation des registres d'état civil sont renforcés.

Activité 3.3.1: reconstitution et classement des registres.

Activité 3.3.2: réhabilitation et équipement des salles d'archivage.

Activité 3.3.3: indexation et numérisation des registres des centres pilotes d'état civil et reprise de l'antériorité des registres.

4.2 Logique d'intervention

La logique d'intervention de ces trois volets est d'accompagner la République centrafricaine dans ses efforts de relèvement et de reconstruction de l'autorité de l'État et de l'état de droit. L'intervention repose sur une double approche combinant le dialogue politique sectoriel et la provision d'assistance technique long terme visant l'appui au développement institutionnel et le renforcement des capacités dans la mise en œuvre effective des processus de réformes dans les secteurs de la sécurité intérieure, la justice et l'état civil.

Pour le secteur de la sécurité intérieure, un troisième axe s'ajoute à l'appui de l'UE avec la proposition de transferts financiers directs (contrat de performance de la réforme sectoriel) afin de répondre plus spécifiquement aux besoins de financement de la politique sécuritaire

du gouvernement visant dès 2018/2019 le redéploiement et le redimensionnement progressifs des FSI pour obtenir la restauration de l'État et de l'état de droit sur le territoire. Facilité par l'assistance technique, le suivi opérationnel se concrétise par un dialogue sur les politiques mené par la Délégation avec le ministère des finances et du budget, l'ordonnateur national du FED et le MISp. La cellule interopérabilité de l'EUTM et, dès que déployée, la mission EUAM, contribuent activement à la préparation de ce dialogue sur les politiques.

Pour le secteur de la justice, l'appui budgétaire sectoriel proposé s'inscrit dans le cadre de la reconstruction démocratique de l'État et du processus de consolidation de la paix et cohésion sociale du pays, initiés depuis la dernière crise de 2013. Les mesures de réformes et les indicateurs de performance des tranches variables porteront sur le renforcement, accès et efficacité du système judiciaire et prendront en compte les objectifs de la nouvelle politique sectorielle de la justice du ministère de la justice et des droits de l'Homme (MJDH), adoptée par le Conseil de ministres le 16 décembre 2019.

Les appuis techniques à la réforme viendront compléter l'objectif de l'appui budgétaire, grâce aux activités de soutien au développement institutionnel, au renforcement des capacités et à la coordination technique des réformes auprès des ministères concernés. L'assistance technique prévue dans le volet de la sécurité intérieure du projet, fournira par ailleurs un appui à la gestion des marchés publics (fournitures, infrastructures) pour une planification et une transparence renforcées dans l'acquisition et pour une plus grande efficacité de la dépense. À ce titre, la fourniture en équipements et la réalisation/réhabilitation des infrastructures des ministères de l'intérieur (MISP) et de la justice et des droits de l'Homme (MJDH) dans le cadre du maillage territorial, du redéploiement des FSI ou encore de la réforme de la carte judiciaire, seront suivies avec une attention particulière de la part des équipes techniques afin d'assurer la cohérence et la complémentarité de l'appui.

Le nouveau projet dans son ensemble interviendra en faveur du renforcement du cadre de pilotage des réformes et l'animation du dialogue politique sectoriel et technique tant au niveau du gouvernement que des administrations et des autres organes et corps de contrôle, en étroite concertation avec la MINUSCA et les partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, Banque africaine de développement, FMI, États membres UE, USA, etc.). Dès la phase de démarrage des appuis envisagés, une actualisation des situations et des données (y compris des indicateurs) relatives aux processus de réformes et de redéploiement de l'État en RCA, sera systématiquement réalisée.

Les effets directs du programme contribueront à l'effort général d'extension progressive de la zone d'influence de l'autorité de l'État sur le territoire, la restauration de l'état de droit et de la paix, l'accès aux services de base et la mise en place progressive de nouveaux espaces de stabilité, de reconstruction et de croissance, garantissant une base solide au développement économique et sociale en RCA s'assurant le soutien de la communauté internationale et de la société civile.

4.3 Intégration des questions transversales

Droits de l'Homme: les questions des droits de l'Homme sont inhérentes aux projets d'appui aux réformes démocratiques, judiciaires et sécuritaires financés par l'UE. Elles s'intègrent au travers de l'approche fondée sur les droits qui inclue le respect des principes d'indivisibilité du droit, de transparence, redevabilité, non-discrimination, autonomisation et participation et la réalisation des droits humains dans la conception, la mise en œuvre, le monitoring et l'évaluation de l'ensemble des actions. Cette approche devra continuer à être intégrée par les partenaires de mise en œuvre dans les trois volets d'intervention sur base des outils

développés par l'UE, du plan d'action et des garanties contenues dans la constitution de la RCA.

Égalité homme-femme: une approche sensible à l'égalité du genre est essentielle en République centrafricaine étant donné l'existence d'un système patriarcal dans lequel les nombreux stéréotypes légaux et sociétaux entravent les femmes dans leur accès aux services de base et à l'exercice de leurs droits fondamentaux. Le programme appliquera autant que possible la parité homme-femme telle que décrétée par la loi de 2016, et incitera la participation des femmes aux instances de gestion et de décision du programme, ainsi qu'à leur inclusion dans la mise en œuvre et le suivi des actions des trois volets du programme. La dimension sur le genre sera intégrée en conformité avec les orientations du programme de l'UE en faveur de l'égalité des femmes et des hommes (GAP II, 2016-2020) et sera particulièrement prise en compte dans l'appui en expertise apporté à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires, la révision des statuts professionnels, les formations, l'application des outils de gestion et de contrôle, la collecte ventilée des statistiques dans le cadre des études et enquêtes, et l'adoption d'une approche différenciée vis-à-vis des groupes vulnérables et minoritaires pour mieux les associer dans les programmes de développement et de protection, analyser leurs besoins et faciliter leur accès aux services publics.

Gouvernance: le programme contribuera à la promotion de la bonne gouvernance à travers l'amélioration de la performance des différentes institutions bénéficiaires et de leur redevabilité envers les citoyens pour les rendre plus confiants vis-à-vis des services publics. En ce sens, le programme favorisera une collaboration et un dialogue constant avec les acteurs de la société civile.

Environnement: étant donné les difficultés constatées dans le secteur de la construction sous le 10^e FED, le programme envisagera d'investir dans la construction et/ou réhabilitation des infrastructures de façon plus environnementale et plus intégrée (en ciblant éventuellement les institutions dont la gestion est accompagnée et dont le personnel est formé et encadré).

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le programme des Nations unies pour le développement durable à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à la réalisation progressive de l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces) tout en appuyant les progrès vers l'obtention de l'ODD 5 (genre), l'ODD 10 (réduction des inégalités) à titre secondaire et l'ODD 17 (partenariat pour la réalisation des objectifs). Cela n'implique pas d'engagement de la part de la République centrafricaine qui bénéficie de ce programme.

Enfin, l'objectif de l'action est aligné sur l'Agenda 2063 de l'UA (l'Afrique que nous voulons), notamment les aspirations 3 et 4 «une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits humains, de la justice et de l'état de droit et une Afrique pacifique et sécurisée».

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords

correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué à l'appui budgétaire est de 29 000 000 EUR et celui alloué à l'appui complémentaire est de 5 000 000 EUR. Ce montant repose sur l'urgence du renforcement des capacités opérationnelles de déploiement, ainsi qu'à augmenter l'espace fiscal du budget de la République centrafricaine pour financer le déploiement et la participation aux dépenses de fonctionnement des unités FSI déployées sur l'ensemble du territoire. Il est accompagné par une composante importante d'appui institutionnel pour le renforcement des capacités de l'administration du secteur de la sécurité, y compris en matière de gestion de la dépense publique et des ressources humaines, au niveau centrale et déconcentré concernées par le déploiement des FSI. Le montant alloué au titre de l'appui budgétaire porte aussi sur les questions de réforme des finances publiques en particulier concernant le secteur de la justice, la réforme de la gestion administrative et financière, du fonctionnement et de l'efficacité du système judiciaire, le renforcement de l'accès à la justice, et le respect des droits de l'Homme, avec un focus spécifique sur l'amélioration du système pénitentiaire et le renforcement du système d'aide légal. Il sera également accompagné par une composante importante d'appui institutionnel pour le renforcement des capacités de l'administration et gestion du secteur de la justice, y compris en matière de gestion de la dépense publique et des ressources humaines.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Les conditions générales applicables au décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice et maintien de la crédibilité et de la pertinence de ces politiques;
- maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres;
- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales, et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme;
- progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires accessibles, exhaustives et fiables.

Les conditions particulières ainsi que les tranches auxquelles elles s'appliquent sont les suivantes:

Pour le secteur sécurité, elles portent sur les domaines suivants:

- budgétisation du plan global de redimensionnement et de redéploiement des forces de sécurité intérieure 2018-2023 (PGRR-FSI) notamment dans la loi de finances 2019.
- niveau d'exécution des crédits budgétaires pour les dépenses de redéploiement (ouverture des crédits) durant l'année fiscale 2019.

- réformes de la gestion des dépenses publiques dans le secteur de la sécurité sur base de la revue des dépenses publiques effectuée par la Banque mondiale en 2016. Définition d'un plan de réforme spécifique au secteur.
- suivi de la mise en œuvre des différentes stratégies et plan d'action du gouvernement dans le secteur de la sécurité: plan global de redimensionnement et de redéploiement des forces de sécurité intérieure 2018-2023 (PGRR-FSI), plan de renforcement des capacités et de développement des forces de sécurité intérieure 2016-2020, stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité 2017-2021, stratégie nationale pour la restauration de l'autorité de l'État 2017-2020 (RESA).
- mise en place d'un cadre spécifique de suivi de la performance sur la mise en œuvre du plan global de redimensionnement et de redéploiement des forces de sécurité intérieure 2018-2023 (PGRR-FSI).
- mise en place d'un cadre de dialogue sectoriel lié spécifiquement à l'objectif de redimensionnement et de redéploiement des FSI

Pour le secteur justice, elles portent sur les domaines suivants:

- allocation et exécution des crédits budgétaires, en particulier sur les lois des finances 2020 et 2021.
- suivi de la mise en œuvre des différentes stratégies et plan d'action du gouvernement dans le secteur de la justice: politique sectorielle justice 2020-2024.
- suivi de la mise en œuvre des mécanismes garantissant la redevabilité du personnel judiciaire et auxiliaire, du redéploiement judiciaire sur le territoire, du système de récolte et analyse des statistiques judiciaires et des améliorations de la chaîne pénale, du secteur pénitentiaire et du système d'aide légale.

b) Les indicateurs de performance pour le décaissement, susceptibles d'être appliqués aux tranches variables sont les suivants:

Pour le secteur sécurité: Exécution budgétaire des investissements (niveaux engagement et ordonnancement), gouvernance financière et administrative du ministère de l'intérieur (élaboration, adoption et mise en œuvre d'un plan de réformes), affectation des Forces de sécurité intérieure déployées sur le territoire et institutionnalisation d'une unité dédiée à la lutte contre les violences basées sur le genre.

Pour le secteur justice: Renforcement de la redevabilité du pouvoir judiciaire par l'adoption d'un Code de déontologie et d'un système de plaintes, exécution et niveau des allocations budgétaires au secteur, opérationnalisation des tribunaux de grande instance dans les régions, amélioration du système d'information, réduction de la proportion de détenus parmi la population carcérale et financement de l'aide légale pour les personnes plus démunies.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée de l'action. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée à la Commission par l'ordonnateur national.

Il convient de noter que toute modification des cibles doit être convenue ex ante au plus tard au terme du premier trimestre de l'exercice soumis à l'évaluation. Les modifications convenues des cibles et des indicateurs font l'objet d'un accord préalable et peuvent être autorisées par écrit (soit au moyen d'une modification formelle de la convention de financement, soit par un échange de lettres).

Les critères d'éligibilité et les indicateurs de décaissement de l'appui budgétaire feront l'objet d'un suivi rapproché des mesures politiques et des plans de réformes sectorielles visées – en premier lieu - par cette nouvelle action. Un expert apportera une vérification périodique des résultats. La convergence des paramètres de décaissement de l'appui budgétaire avec les autres appuis de l'UE, notamment le contrat en cours d'appui à la consolidation de l'État, et ceux des partenaires techniques et financiers (PTF) sera recherchée. À ce titre, le recours à une composante sous forme d'appui budgétaire sectorielle vise donc à augmenter l'espace fiscal du budget de la République centrafricaine pour financer le déploiement des FSI dans l'ensemble du territoire et en cohérence avec les stratégies et plans de déploiement et, dans ce cadre, à établir les bases d'un véritable dialogue de politique sectorielle sur la gouvernance du secteur de la sécurité, y compris la gouvernance financière publique.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

Sécurité

Montants indicatifs	2018	2019	2020	2021	Total (EUR)
Tranches fixes	2 000 000	3 000 000	2 250 000	2 250 000	9 500 000
Tranches variables	-	1 000 000	1 750 000	2 250 000	5 000 000
Total	2 000 000	4 000 000	4 000 000	4 500 000	14 500 000

Justice

Montants indicatifs	2020	2021	Total (EUR)
Tranches fixes	5 250 000	3 750 000	9 000 000
Tranches variables	2 250 000	3 250 000	5 500 000
Total	7 500 000	7 000 000	14 500 000

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Franc CFA (XAF) sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE³¹.

³¹

www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

5.4.1 *Passation de marchés (gestion directe)*

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique, gestion et organisation des activités (volets 1 et 2)	Services	2 ^e trimestre 2019

5.4.2 *Gestion indirecte avec une organisation internationale*

Une partie de la présente action (volet justice – Renforcer le système judiciaire (OS1), produit 4) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Cette mise en œuvre implique la mobilisation d'un appui au renforcement des capacités de la part du PNUD pour apporter un soutien technique et financier à la Cour pénale spéciale (CPS), pour contribuer à la lutte contre l'impunité et l'accès à la justice, à la restauration de l'état de droit, à la cohésion sociale, ainsi qu'au processus de réconciliation nationale en vue de la reconstruction d'une paix durable en RCA.

L'action se focalisera sur l'intensification de l'appui aux enquêtes et poursuites tout en renforçant la gouvernance de la Cour, sur la fourniture effective des services de la CPS - pour faciliter l'accès à la justice des populations - qui passe par l'opérationnalisation du Greffe et, enfin, sur la conduite de procès respectant notamment les principes d'égalité des armes et de protection des personnes collaborant avec la Cour.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants: expérience avérée du PNUD dans le secteur du fait de sa présence en République centrafricaine depuis 2014, notamment avec le volet justice de son programme conjoint, une forte identité institutionnelle et une grande capacité de réseau et de collaboration politique et stratégique, valorisant une coordination étroite avec la MINUSCA et les autres agences des Nations unies (ONU femmes, UNICEF, UNOPS)³². En outre, le PNUD met actuellement en œuvre une action de soutien à la CPS financée par l'Instrument contribuant à la stabilité et la paix.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: la gestion et l'exécution des budgets, la passation de marchés et l'octroi de subventions, la signature de protocoles et conventions nécessaires à l'exécution de l'action et à l'atteinte des résultats.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.4.5.

5.4.3 *Gestion indirecte avec une organisation internationale*

Une partie de la présente action (volet sécurité intérieure – consolider le secteur de la sécurité intérieure à travers de la gestion des marchés public pour infrastructures et équipements (OS2), produits 1 à 4) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

Cette mise en œuvre implique une parfaite prise en compte de la part d'UNOPS de la dimension institutionnelle et interinstitutionnelle pour une prise en charge efficace de la gestion des marchés publics (équipements, fournitures) nécessaires au redimensionnement et

³²

Voir annexe 7: formulaire d'évaluation de l'utilité de travailler avec une organisation gouvernementale.

redéploiement des FSI et tels qu'identifiés par l'État et les PTF dans le cadre de sa politique sectorielle et de financement du redéploiement.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants: savoir-faire, expérience et capacités de gestion des marchés publics des pays tiers bénéficiaires d'appui sectoriel.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: la gestion et l'exécution des budgets, la passation de marchés et l'octroi de subventions, la signature de protocoles et conventions nécessaires à l'exécution de l'action et à l'atteinte des résultats.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.4.5.

5.4.4 *Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre*

Une partie de la présente action (volet 3 – sécuriser le patrimoine de l'état civil et établir les bases d'une réhabilitation du système national d'état civil (OS3), produits 1 à 3) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants: possède la nature institutionnelle dans plusieurs domaines d'intervention liés aux fonctions régaliennes de l'État et au processus de bonne gouvernance. L'entité est expérimentée dans le secteur et est à même de faire valoir son savoir-faire, ses connaissances des thématiques et ses capacités de gestion. L'entité possède aussi l'expérience technique et sectorielle requise.

La mise en œuvre par cette entité implique la mobilisation d'une expertise spécifique avérée dans les appuis à l'état civil, ainsi qu'une capacité de supervision, de coordination et de gestion des interventions des différents opérateurs nécessaires à la bonne exécution du projet et pour les différents secteurs spécifiques concernés. La mise en œuvre vise d'une part l'appui institutionnel au processus de réformes et au renforcement de la gouvernance de l'état civil, le développement d'un programme de mise en capacités des services et des personnels de l'état civil mais aussi la sécurisation des registres ou encore, une approche de proximité liée à l'état civil, la consolidation de la demande d'état civil (campagnes de sensibilisation auprès des populations, approche droits humains, etc.). Cette mise en œuvre implique l'amélioration du dispositif de gouvernance de l'état civil, la qualité et l'accessibilité du service public de l'état civil et l'archivage et la sécurisation des registres de l'état civil.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes: la gestion et l'exécution des budgets, la passation de marchés et l'octroi de subventions, la signature de protocoles et conventions nécessaires à l'exécution de l'action et à l'atteinte des résultats.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.4.5.

5.4.5 *Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles*

Au cas où les modalités privilégiées mentionnées dans les points 5.4.2, 5.4.3 et 5.4.4 ne peuvent pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la présente action serait conduite par gestion directe selon le schéma suivant:

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique, gestion et organisation des activités (volet 1)	Services	2 ^e trimestre 2019
Assistance technique, gestion et organisation des activités (volet 2 et 3)	Travaux, fournitures, services	2 ^e trimestre 2019
Subventions (volets 1, 2 et 3)	Subventions	2 ^e trimestre 2019

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)
5.3 Appui budgétaire - contrats de réforme sectorielle	29 000 000
5.4.1 Passation de marchés (gestion directe)	5 000 000
5.4.2 Gestion indirecte avec le PNUD	2 500 000
5.4.3 Gestion indirecte avec UNOPS	4 500 000
5.4.4 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre	4 500 000
5.9 Évaluation, 5.10 Audit	800 000
5.11 Communication et visibilité	200 000
Provisions pour imprévus ³³	500 000
Totaux	47 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

S'agissant de la composante d'appui budgétaire, un cadre de dialogue entre le gouvernement de la République centrafricaine et l'UE sera mis en place pour assurer le suivi régulier de l'état d'avancement des indicateurs. En outre, la Délégation de l'UE assurera un cadre de suivi et de coordination régulière entre les différents acteurs qui sont en charge de la mise en œuvre des volets du programme pour le compte de la Commission européenne.

Un Comité de pilotage du programme sera constitué afin de superviser et approuver les orientations générales des trois volets du programme. Il sera conjointement présidé par l'ordonnateur national (ministre de l'économie et du plan des finances) et le représentant de l'Union européenne, en collaboration avec le MISP et le MJDH. Le Comité de pilotage aura également pour mission de contribuer au suivi de l'opérationnalisation des différentes réformes et de l'état d'avancement des actions menées dans le cadre des trois volets. Il se réunira au moins deux fois par an. Le secrétariat du Comité de pilotage sera assuré de manière tournante par l'un des chefs d'équipe chargé respectivement de la mise en œuvre des trois volets du programme. La cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (CAON) sera un interlocuteur prioritaire dans la coordination des travaux du Comité de pilotage.

Des comités techniques de suivi seront constitués pour chaque volet du programme, dès leur démarrage respectif, et se réuniront tous les 6 mois, pour assurer le suivi de la mise en œuvre de chaque volet et valider les décisions prises au niveau de chaque projet. Leur composition sera définie d'un commun accord avec les ministères de tutelle au démarrage des projets.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

33 Il faut considérer que pour les marchés pour lesquels aucune convention de financement n'est conclue, les provisions pour imprévus doivent être couvertes par des engagements individuels et juridiques pour le 31 décembre de l'année N+1.

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste du plan d'action stratégique ou de réforme du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action et de ses trois composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours pourra être réalisée pour résoudre des problèmes et à des fins d'apprentissage. L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques sectorielles), en tenant compte en particulier des conclusions et recommandations finales faites dans le cadre du RCPCA (prévues début 2022).

L'évaluation de la présente action peut être réalisée individuellement ou dans le cadre d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire réalisée avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire ou des parties prenantes concernées.

La Commission informera les partenaires de mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Les partenaires de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre de contrats-cadre.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services de communication et visibilité pourront être conclus au titre de contrats-cadre.

6 CONDITIONS PREALABLES

S.O.

APPENDICE 1 : LISTE DES ACRONYMES

ABA-ROLI	American Bar Association – Rule of Law Initiative
ACCT	Agence comptable centrale du trésor
ACP-UE	Afrique Caraïbes Pacifique – Union européenne
ASF	Avocats sans frontières
AT	Assistance technique
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale
BM	Banque mondiale
CAON	Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED
CBSD	Capacity Building in support of Security and Development
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEM-RCA	Cadre d'engagement mutuel entre la République centrafricaine et la communauté internationale
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique Centrale
CICR	Comité international de la Croix Rouge
CJM	Code de justice militaire
CNDHLF ou CNDH	Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales
CP	Comité de pilotage
CPS	Cour pénale spéciale
CSM	Conseil supérieur de la magistrature
CVJRR	Commission vérité, justice, réparation et réconciliation
DGGN	Direction générale de la gendarmerie nationale
DGPC	Direction générale de la protection civile
DGPN	Direction générale de la police nationale
DUE - EUD	Délégation de l'Union européenne
EM	États membres
ENVR	Écoles nationales à vocation régionale
EUTM	Mission de formation de l'Union européenne en Centrafrique
ENAM	École nationale de l'administration et de la magistrature
FACA	Forces armées centrafricaines
FDSI	Forces de défense et de sécurité intérieure
FEC	Facilité élargie de crédit
FED	Fonds européen pour le développement
FIDH	Fédération internationale des droits de l'Homme

FMI	Fonds monétaire international
FPI	EU Foreign Policy Instrument
FPR	Fichiers de personnes recherchées
FSI	Forces de sécurité intérieure
GAP	Gender Action Plan/Plan d'action genre de l'Union européenne
GFP	Gestion des finances publiques
GIRAFE	Gestion intégrée des rémunérations des agents et fonctionnaires de l'État
GN	Gendarmerie nationale
HCR	Haut-Commissariat aux réfugiés
IcSP	Instrument contribuant à la sécurité et à la paix
IDL	Indice de développement local
IFJ	Institut de formation des professions judiciaires
IG	Inspection générale
IGGN	Inspection générale de la gendarmerie nationale
IGPN	Inspection générale de la police nationale
INL	Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs
IGSJ	Inspection générale des services judiciaires
LOLF	Loi organique relatives aux lois de finances
LRP	Logiciel de rédaction de procédures
MATDDL	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation, et du développement local
MEPSTA	Ministère de l'éducation primaire, secondaire, technique et de l'alphabétisation
MFB	Ministère des finances et du budget
MINUCA	Mission intégrée multidimensionnelle des Nations unies en Centrafrique
MISP	Ministère de l'intérieur chargé de la sécurité publique
MICS	Enquête à indicateurs multiples
MJDH	Ministre de la justice et des droits de l'Homme
NRC	Norwegian Refugee Council
ODD	Objectif de développement durable
ONG	Organisation non-gouvernementales
ONI	Office national d'informatique
ONU Femmes	Organisation des Nations unies pour les femmes
OS	Objectif spécifique
OSC	Organisation de la société civile
PGRD-FSI	Plan global de redéploiement et de redimensionnement des FSI (Forces de sécurité intérieure)

PGRR-FSI	Plan global de redimensionnement et de redéploiement des FSI
PIN	Programme indicatif national
PN	Police nationale
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPECA	Plateforme des partenaires de l'état civil de Centrafrique
PPTE	Pays pauvres très endettés
PTF	Partenaires techniques et financiers
RESA	Stratégie nationale pour la restauration de l'autorité de l'État
RCA	République centrafricaine
RCPCA	Plan national de relèvement et de consolidation de la paix
RESEJEP	Programme de réhabilitation des secteurs de la justice et de la police
RH	Ressources humaines
RSS ou SSR	Réforme du secteur sécurité ou Security sector reform
TGI	Tribunal de grande instance
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNECA	Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Afrique
UNFPA	Fonds des Nations unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNMIR	Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants
UNOPS	Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets
VBRG	Véhicules blindés à roue de la gendarmerie

APPENDICE 2 – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Consolider la gouvernance démocratique en République centrafricaine.	1. taux de confiance des citoyens envers le système de justice et les FSI 2. taux d'enregistrement des naissances	1. Taux de confiance : justice 21 % Sécurité : 44 % (novembre 2017) 2. Enquête MICS 2018	1. % identifié dans la future politique sectorielle de la justice 2. Enquête MICS 2022	1. Enquêtes de perception paix, justice et sécurité 2. Enquête MICS	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	OS 1. Le système judiciaire est renforcé.	1.1 Degré d'harmonisation du droit interne aux conventions internationales 1.2. Taux de plaintes et infractions enregistrées, poursuites ou instructions initiées et jugements rendus en matière pénale	1.1. Liste de textes de lois adoptés et modifiés à la date du début du projet 1.2 Répartition thématique et géographique des infractions en 2018	1.1 Textes de lois révisés notamment ceux relatifs à la promotion et protection des droits de l'Homme 1.2 Répartition des infractions 2019-2021	1.1 Revues RCPCA Rapports des PTF Rapports des ONG internationales et locales 1.2 Rapports annuels de la section analyse criminelle de la MINUSCA 2. Sources à préciser en début de projet	Les ressources allouées par l'État aux trois secteurs d'intervention sont augmentées annuellement pour correspondre aux besoins de fonctionnement des institutions et leur permettre de mettre en œuvre leurs stratégies sectorielles
	OS2. Le secteur de la sécurité intérieure est consolidé.	2.1 Statut du cadre légal et réglementaire de la sécurité intérieure. 2.2 Mesure dans laquelle la gestion des dépenses publiques et des ressources humaines de la sécurité intérieure est assainie 2.3 Mesure dans laquelle les infrastructures essentielles de la sécurité intérieure pour assurer une capacité opérationnelle minimale de la police et de la gendarmerie sont réhabilitées 2.4 Nombre de personnes formées au sein des forces de la sécurité intérieure pour accomplir leurs fonctions régaliennes.	2. Valeurs de références (avec année de référence) pour les indicateurs de l'OS2 sont à déterminer	2. Valeurs cibles (avec année de référence) pour les indicateurs de l'OS2 sont à déterminer		Les femmes et les jeunes sont associés de façon plus active aux processus de justice et paix et de reconstruction économique et social du pays
	OS 3. Le patrimoine de l'état civil centrafricain est sécurisé et les bases d'une réhabilitation du système national d'état civil sont établies.	3.1 Nombre d'actes indexés, numérisés et sauvegardés. 3.2 Statut de la stratégie nationale sur l'état civil	3.1 Absence de données sur le stock d'actes existants. 3.2 Absence de stratégie nationale.	3.1 100 % des actes sauvegardés dans les mairies de la zone pilote. 3.2 Stratégie nationale validée en 2020. MICS 2022	Rapports d'activités du projet Document du Gouvernement. Rapport MICS-UNICEF	Participation de toutes les parties prenantes aux structures interministérielles de coordination.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Produits volet 1	<p>1.1 La redevabilité du pouvoir judiciaire est renforcée</p> <p>1.2 L'accès à la justice et l'efficacité du système judiciaire sont améliorés</p> <p>1.3 La chaîne pénale et le système pénitentiaire sont renforcés</p> <p>1.4 Le processus de justice transitionnelle est soutenu, y inclus par un appui à la Cour pénale spéciale (CPS)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Statut du plan d'action et mécanisme de pilotage et suivi déclinés de la stratégie sectorielle de la justice développé avec l'appui de l'action - Mesure dans laquelle la dimension genre est intégrée dans les documents stratégiques développés avec l'appui de l'action - Statut du cadre légal d'exercice de la justice et des mécanismes de protection judiciaire/pénitentiaire développé avec l'appui de l'action - Niveau de rationalisation et automatisation des chaînes pénales, civiles administratives et commerciales - Circuit des dépenses des juridictions réformé et simplifié - Évolution de l'arriéré judiciaire et du taux de règlement des litiges dans les juridictions de droit commun et dans une juridiction spécialisée (tribunal pour enfants) - % de cas suspects de fraude, corruption, malversation, abus de pouvoirs identifiés par les organes de contrôle / instances indépendantes et / ou sanctionnées par une enquête administrative/judiciaire - Nombre de personnes vulnérables, détenues, dont femmes, mineurs et enfants en détention, assistés légalement et judiciairement 	<p>Politique sectorielle de la justice</p> <p>Liste des codes, lois, décrets, arrêtés, circulaires déjà formulés, modifiés et/ou votés</p> <p>Cadre réglementaire sur le fonctionnement et le contrôle de la régie d'avance et des recettes à réformer</p> <p>Le système d'information statistique judiciaire du MJDH est actuellement géré par la MINUSCA</p> <p>Données des organisations de la société civile traitées de façon individuelle par ONG</p> <p>La CPS est fonctionnelle</p>	<p>Indicateurs de suivi de la politique sectorielle</p> <p>Codes/lois/décrets et autres textes restant à formuler, réviser</p> <p>Application de la rétrocession des frais de justice entre le ministère de la justice et les chefs de juridiction</p> <p>Les statistiques judiciaires sont compilées et analysées par le statisticien du MJDH</p> <p>Loi des finances 2020 et 2021 réfléchissent les atteintes au niveau d'indicateurs</p> <p>Les données du barreau et des ONG sur l'assistance légale sont mises en commun et analysées</p> <p>Taux d'affaires référencées vers la CPS</p>	<p>Rapport annuel du ministère de la justice</p> <p>Rapports du CSM et de l'IGSJ</p> <p>Feuilles d'évaluation et notations des magistrats</p> <p>Rapports de fonctionnement des TGI</p> <p>Budgets du Trésor, du ministère et des juridictions</p> <p>Tableau de bord des juridictions</p> <p>Rôles des instituts pénitentiaires</p> <p>Statistiques de la commission d'assistance judiciaire du barreau et des cliniques juridiques</p>	<p>La politique sectorielle justice est mise en œuvre par le MJDH</p>

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Produit volet 2	<p>2.1 Le cadre politique et stratégique du secteur de la sécurité est renforcé, y compris dans ses mécanismes de contrôle et de responsabilisation /redevabilité.</p> <p>2.2 L'organisation structurelle et fonctionnelle des forces de sécurité intérieures est améliorée, notamment sur le plan de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles.</p> <p>2.3 Les forces de sécurité intérieures disposent d'une ressource humaine suffisante, professionnelle et motivée, en cohérence avec le volet redimensionnement du PGRR-FSI.</p> <p>2.4 La capacité des forces de sécurité intérieures d'intervenir au profit de la population centrafricaine est renforcée, en cohérence avec le volet redéploiement du PGRR-FSI.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes au sein du MISP formées avec l'appui de l'action - Statut d'une feuille de route mettant en cohérence les réformes FSI développée avec l'appui de l'action - Statut d'une unité de gestion de la réforme FSI établie avec l'appui de l'action - Nombre de personnes au sein de l'IG et des IN de la police et de la gendarmerie formées avec l'appui de l'action - Nombre de personnes formées au sein de la commission défense et sécurité de l'AN avec l'appui de l'action - Statut d'un cadre de dialogue avec la société civile - Nombre de personnes formées au sein des DGPC et de la DGGN avec l'appui de l'action - Nombre d'infrastructures et équipement réhabilités avec l'appui de l'action - Nombre de procédures et outils informatisés avec l'appui de l'action - Statut de la police et de la gendarmerie - Nombre de personnes formées au sein des centres de formation des DGPC et DGGN avec l'appui de l'action - Statut d'un mécanisme de recrutement transparent des 10 000 		<p>Le MISP assure une maîtrise d'œuvre effective de la réforme judiciaire et le contrôle interne et externe des FSI est fonctionnel</p> <p>Le professionnalisme, la neutralité et la motivation des effectifs sont renforcés</p> <p>Le maillage territorial prévu par la phase 2 du PGRD-FSI est implanté à 75 %</p> <p>Les recrutements intervenus entre 2020 et 2024 incorporent 20 % de femmes gendarmes et 30 % de femmes policières.</p> <p>% d'engagements des crédits budgétaires pour le redéploiement des FSI</p> <p>% des dépenses engagées selon des procédures dérogatoires et % de ces dépenses régularisées ex-post.</p>	<p>Rapports d'activité du projet et des structures concernées</p> <p>Visites de terrain</p> <p>Dialogue avec les autorités et rapports budgétaires, rapport d'audit et/ou d'inspection.</p>	<p>La situation politique et sécuritaire se stabilise et les forces de sécurité se professionnalisent</p>

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		<ul style="list-style-type: none"> effectifs prévus par la phase 2 - Formation sur 12 mois des cohortes d'agents recrutés - Implantation et renforcement des capacités des services locaux de sécurité intérieure ressortissant à la compétence du projet - Amélioration de la crédibilité budgétaire, de la gestion financière des forces de sécurité et de la gestion des dépenses publiques au sein du secteur de la sécurité. 				
Produit volet 3	3.1 Amélioration du dispositif de gouvernance de l'état civil	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de textes modifiés/adoptés avec l'appui de l'action - Nombre de réunions du groupe de travail ad hoc organisés avec l'appui de l'action - Nombre de réunions de la plateforme de coordination organisées avec l'appui de l'action en vue d'adopter une stratégie nationale sur l'état civil - Nombre de séances de travail sur le programme état civil pour l'éducation organisées avec l'appui de l'action - Statut d'une cartographie de tous les centres d'état civil développée avec l'appui de l'action - Nombre d'études spécifiques réalisées avec l'appui de l'action - Appui au MATDDL pour le suivi des centres - Nombre de personnes formées 	<p>Code de la famille de 1997</p> <p>Pas de loi sur les archives</p> <p>Existence d'une plateforme de coordination</p> <p>Pas de programme d'état civil et de données sur les centres d'état civil</p> <p>Pas d'étude spécifique pour l'éducation</p> <p>Pas de suivi systématique des centres</p>	<p>Révision du code de la famille avant fin 2020</p> <p>Adoption d'une loi sur les archives avant fin 2020</p> <p>Création d'une plateforme avant fin 2019</p> <p>Validation d'un programme état civil pour l'éducation avant fin 2019, pour une mise en place en 2020</p> <p>Cartographie de l'état civil achevée avant la fin 2019</p> <p>Études menées avant la mi-2020</p> <p>Suivi des centres ciblés effectif en 2020</p> <p>Tous les acteurs de l'état civil reçoivent une formation</p> <p>Du matériel pédagogique</p>	<p>Journal officiel</p> <p>Dialogue politique avec la RCA</p> <p>Rapports de mission</p> <p>Rapport final de la cartographie</p> <p>Questionnaires remplis</p> <p>Rapports des études</p> <p>Inventaire des matériels dévolus au MATDDL</p> <p>Fiches de suivi</p>	Recours aux enquêteurs expérimentés de l'ICASEES

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	<p>3.2 Amélioration de la qualité et de l'accessibilité du service public de l'état civil</p> <p>3.3 Renforcement de l'archivage et de la sécurisation des registres d'état civil dans les zones pilote</p>	<p>parmi les acteurs de l'état civil avec l'appui de l'action</p> <ul style="list-style-type: none"> - Statut du matériel pédagogique élaboré avec l'appui de l'action - Expérimentation d'opérations pilote - Statut d'un plan national de communication/sensibilisation sur l'état civil développé avec l'appui de l'action - Nombre de spots télévisés /radiodiffusés/d'affiches développés avec l'appui de l'action - Nombre de centres pilotes réhabilités avec l'appui de l'action - Nombre de personnes formées au sein des centres pilotes avec l'appui de l'action - Nombre de centres de déclaration utiles créés avec l'appui de l'action - Nombre de registres à traiter dans les zones pilote - Nombre de registres numérisés et indexés - Nombre de salles d'archivage réhabilitées avec l'appui de l'action 	<p>Aucune formation initiale/ continue délivrée aux acteurs de l'état civil</p> <p>Pas de support pédagogique sur l'état civil</p> <p>Absence de communication sur l'importance de l'état civil</p> <p>Vétusté et engorgement des centres pilotes</p> <p>Absence de données sur la situation de départ</p>	<p>est distribué à tous les acteurs de l'état civil</p> <p>Un plan national de communication/sensibilisation sur l'état civil est élaboré et validé. Le plan est exécuté à 100 %.</p> <p>Tous les centres pilote sont réhabilités, des centres de déclaration stratégiques sont aménagés.</p> <p>Tous les registres identifiés et exploitables dans les zones pilote sont classés, indexés, numérisés.</p> <p>Toutes les salles d'archivage des zones pilote sont réhabilitées.</p> <p>Tous les registres identifiés et exploitables dans les zones pilote sont classés, indexés, numérisés.</p> <p>Toutes les salles d'archivage des zones pilote sont réhabilitées.</p>	<p>Rapport des formations, feuilles de présence</p> <p>Supports pédagogiques</p> <p>Atelier de validation du plan de communication</p> <p>Spots télévisés/radiodiffusés</p> <p>Études architecturales préalables aux réhabilitations, marchés de travaux, procès verbaux de réception des travaux</p> <p>Rapport de la cartographie des centres d'état civil</p> <p>Déplacements dans les zones pilote</p>	<p>Affectation d'un personnel compétent et motivé</p> <p>Accompagnement dans les zones à risque par la MINUSCA</p>

APPENDIX 3 – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT (POUR L’APPUI BUDGETAIRE AU SECTEUR DE LA SECURITE ET DE LA JUSTICE)

Liste indicative d’indicateurs susceptibles d’être appliqués aux décaissements des tranches variables – Secteur SECURITE			
Indicateur	Tranche variable 2019	Tranche variable 2020	Tranche variable 2021
Exécution des crédits budgétaires pour les dépenses de déploiement	X	X	X
Déploiement des FSI sur le territoire	X	X	X
Gouvernance financière du secteur	X	X	X
Lutte contre la violence basée sur le Genre			X

Liste indicative d’indicateurs susceptibles d’être appliqués aux décaissements des tranches variables – Secteur JUSTICE		
Indicateur	Tranche variable 2020	Tranche variable 2021
Redevabilité des magistrats et auxiliaires de la justice	X	X
Allocation et exécution budgétaire	X	X
Renforcement de l’offre de justice - redéploiement judiciaire sur le territoire	X	X
Système de récolte et l’analyse des statistiques judiciaires		X
Fonctionnement du système pénitentiaire	X	X
Aide légale		X